



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

L'INFLUENCE CHINOISE DANS LES KIRIBATI À L'ÉPREUVE DE LA LONGUE DURÉE

Dr Eric Frécon

Visiting Fellow à l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI)



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Juillet 2025

FOCUS – n° 1

L'INFLUENCE CHINOISE DANS LES KIRIBATI À L'ÉPREUVE DE LA LONGUE DURÉE

Eric Frécon

Visiting Fellow à l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI)

Pour citer cette étude

Éric Frécon, *L'influence chinoise dans les Kiribati à l'épreuve de la longue durée*, Focus 1, IRSEM, juillet 2025.

Dépôt légal

ISSN en cours

ISBN : 978-2-11-172612-3

ÉQUIPE

Directeur
Martial FOUCAULT

Directeur adjoint
ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique
Julia GRIGNON

Secrétaire générale
Caroline VERSTAPPEN

Éditrice
Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2025 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Eric Frécon est *visiting fellow* au sein de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI). Il est par ailleurs chercheur associé de l'IRSEM, de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC) ainsi que de la Sorbonne (FED 4124)-École navale, où il a enseigné les relations internationales de 2012 à 2018 et grâce à qui il a pu embarquer à bord de la mission Jeanne d'Arc à plusieurs reprises.

Après l'obtention de son doctorat en science politique (Sciences Po, 2007), il a travaillé à Singapour, au sein de la Rajaratnam School of International Studies (RSIS) en 2008-2011, puis comme rédacteur en chef adjoint de *Diplomatie* (2011-2012) avant de coordonner l'Observatoire Asie du Sud-Est (Asia Centre-DGRIS) en 2012-2019. De 2019 à 2024, il a conseillé le programme Stable Seas de la fondation One Earth Future en plus de cours à la Singapore University of Social Sciences (SUSS) et au Command and Staff College de Brunei. Eric Frécon s'est rendu à plusieurs reprises sur les îles Natuna et Riau (Indonésie) dans le cadre de ses recherches auprès des pirates et bandits des mers, en plus de séjours à Sumatra, Java et Sulawesi (à propos des luttes inter-religieuses). En 2024, il a aussi pu mener des terrains entre autres aux îles Kiribati et aux Fidji (lors d'un court *visiting fellowship* à l'University of the South Pacific). Après sept ans à Singapour (2017-2024), il est à présent basé à Canberra (Australie).

Contact : ericfrecon@aspi.org.au

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	9
CHRONOLOGIE	13
INTRODUCTION	
L'émergence des îles Kiribati dans la géopolitique indopacifique	15
I. LES INTÉRÊTS INATTENDUS DE LA CHINE DANS LES KIRIBATI	21
Les atouts marins et sous-marins de l'économie kiribatienne	21
<i>Des ressources halieutiques de qualité</i>	21
<i>Les fonds marins au carrefour de la science, du droit et de l'exploitation industrielle ..</i>	22
<i>Un marché kiribatien à considérer dans l'urgence surcapacitaire chinoise</i>	25
Kiribati : tête de pont diplomatique	26
Une carte maîtresse sur l'échiquier géopolitique.....	28
<i>Une plateforme portuaire en devenir – si besoin.....</i>	28
<i>Un poste de veille spatiale et électronique</i>	29
<i>Un grain de sable dans les hypothétiques grandes manœuvres américaines</i>	33
Faiblesses et limites des motivations chinoises : la dispersion des forces ?	34
II. LES MOYENS DISPROPORTIONNÉS DÉPLOYÉS PAR LA CHINE SUR LES ÎLES KIRIBATI	37
L'habituel travail préparatoire de la Chine.....	38
Premier volet : une aide financière très concurrentielle	40
<i>La Chine, partenaire et soutien économiques de premier choix.....</i>	40
<i>Investissements chinois aux Kiribati.....</i>	41
<i>Étude de cas 1 : la pêche</i>	43
<i>Étude de cas 2 : la coopération policière</i>	49
Second volet : la séduction, au-delà du seul <i>soft power</i>	50
<i>Approche top-down.....</i>	50
<i>Approche bottom-up.....</i>	55
Faiblesses et limites des moyens déployés : le mythe du bulldozer chinois ?	56
III. LES OPPORTUNITÉS INCERTAINES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CHINOISE	63
Vulnérabilités et appels subséquents des îles Kiribati	63
<i>Immensité</i>	63
<i>Dépendance commerciale voire fiscale.....</i>	65
<i>Fragilités et appels diplomatiques</i>	65
<i>Défis logistiques.....</i>	68
Points faibles initiaux des autres diplomaties dans leurs démarches vers les Kiribati.....	69
Faiblesses et limites des opportunités chinoises : une concurrence plus forte que prévu à attendre ?	71

<i>Vers l'émergence de réticences locales</i>	71
<i>Vers l'émergence d'une concurrence plus crédible</i>	73
Au-delà du <i>hedging</i> : la « troisième voie » du Sud ?	82
<i>Symptômes d'une envie d'émancipation postcoloniale</i>	82
<i>Explications et justifications : de la « petite île » (vulnérable) à « l'État (souverain) d'un grand océan »</i>	84
<i>Manifestations d'une recherche d'autres voies</i>	85
CONCLUSION	93
Les Kiribati, vitrine Pacifique de la stratégie indopacifique française	96
Perspectives offertes pour la stratégie indopacifique française	98
BIBLIOGRAPHIE	103

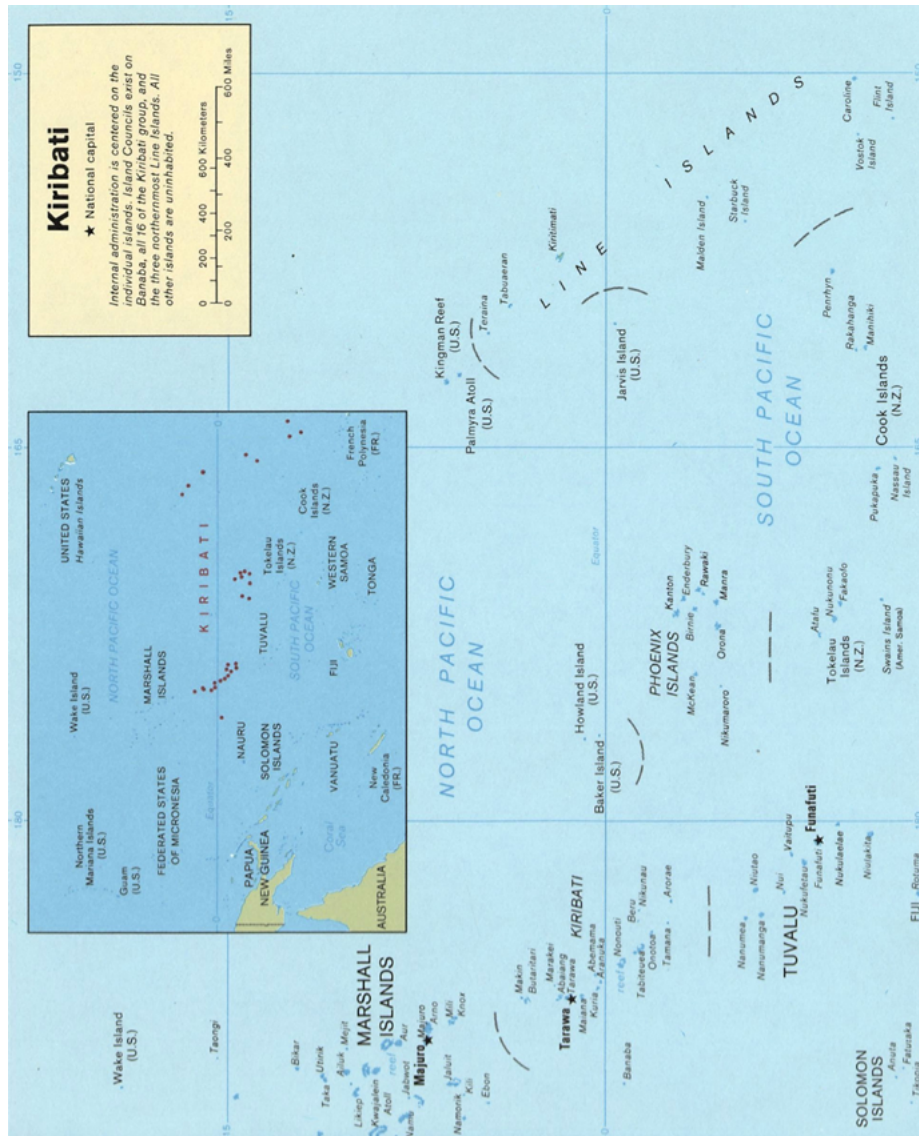
RÉSUMÉ

Dans le Grand Jeu du Pacifique, les méconnues îles Kiribati méritent l'attention : 3,5 millions de km² de zone économique exclusive, des voisinages français et américains, ainsi qu'une bascule diplomatique vers la Chine depuis le 27 septembre 2019 (après un premier épisode pro-Pékin de 1980 à 2003). Comment le changement de portage, de Taïwan vers la Chine, huit jours après les îles Salomon et comme à Nauru cinq ans plus tard, se matérialise-t-il sur place ? Dans quels domaines ? Et doit-il inquiéter ? Pour y répondre, ce focus tente de poser les tout premiers jalons de recherches à approfondir sur un pays qui s'étend sur trois fuseaux horaires, à cheval à la fois sur l'équateur et sur la ligne de changement de date. Plus précisément, afin de décrypter le comportement des Chinois, seront successivement analysés leurs *motivations* (crédibles), leurs *moyens* (à nuancer) et les *opportunités* qui s'offrent à eux (à discuter, en particulier à long terme).

Mots-clés : Chine, Climat, ZEE, Influence, Kiribati, Pacifique

Carte 1

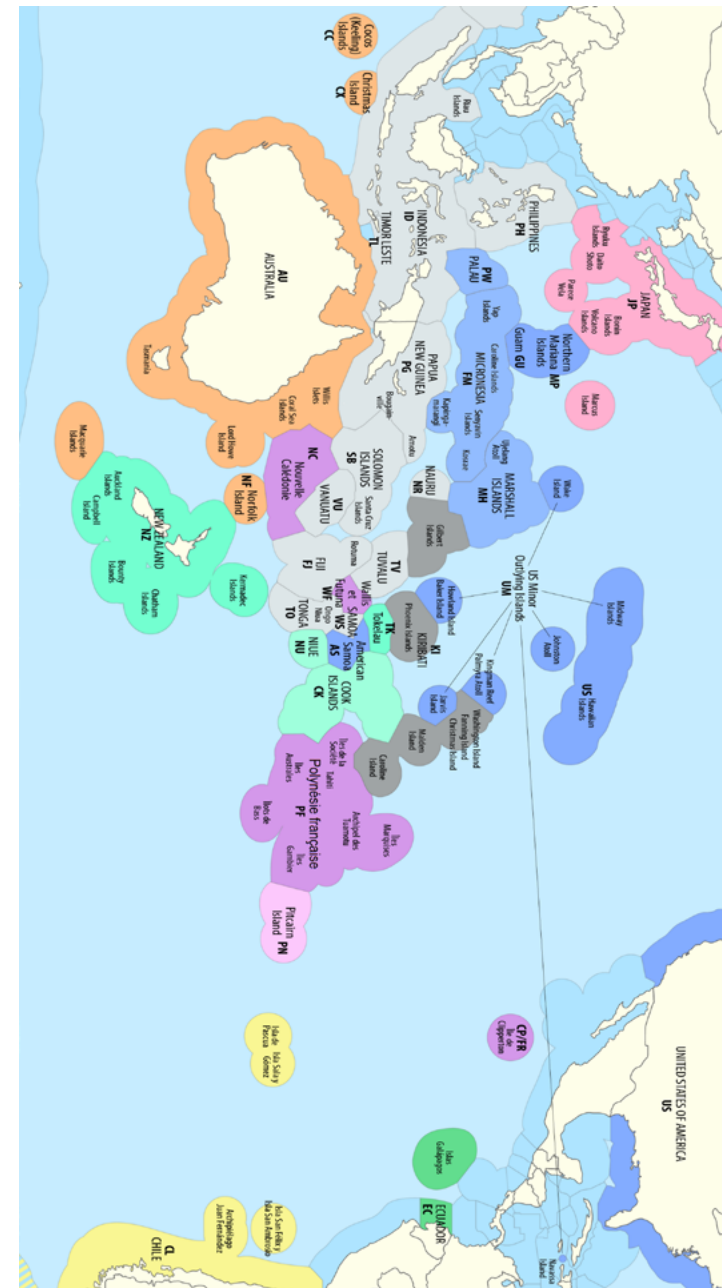
Les îles Kiribati, réparties en trois archipels :
les îles Gilbert, Phoenix et de la Ligne



Source : US Dept of Congress, 1989 ([Wikimedia Commons](#)).

Carte 2

La ZEE des Kiribati en gris foncé, voisine – entre autres – de territoires américains et français



© Maximilian Dörrbecker.

CHRONOLOGIE

Environ 0 : Sortie des eaux des atolls et premiers peuplements austro-nésiens, originaires de Micronésie, conjugués à une influence de la civilisation Lapita, venue de Mélanésie.

1788 : Le Britannique Gilbert traverse les îles auxquelles un explorateur du tsar donnera son nom : îles « Gilbert », retranscrit plus tard « Kiribati » en gilbertin, la langue locale.

1820 : Le Français Louis Isidore Duperrey cartographie ces îles pour la première fois.

Fin du XIX^e siècle : Visites de baleiniers, de *Blackbirders* (pour les esclaves), de *Beachcombers* (écumeurs à la recherche de produits)... et de Robert Louis Stevenson.

1892 : Protectorat britannique.

1916 : Colonie britannique, avec l'inclusion de plusieurs autres îles à l'Est.

1941-1943 : Occupation japonaise, jusqu'à la bataille de Tarawa (5 700 morts à terre en 76 heures, dont 1 000 Américains).

1957-1962 : 32 tests nucléaires américano-britanniques sur l'île Christmas.

1979 : Indépendance.

1981 : 25 millions de dollars australiens sont accordés aux habitants de Banaba au terme d'un procès contre la British Phosphate Commissionners (BPC).

1983 : Traité avec les États-Unis ; fin des prétentions américaines sur les îles Phoenix et de la Ligne.

1999 : Adhésion à l'ONU.

Relations avec « la Chine » :

1980-2003 : Pro-Pékin (avec la mise en place de la station satellite en 1997).

2003-2019 : Pro-Taïwan (après trois semaines tendues).

Depuis 2019 : Pro-Pékin.

Janvier 2020 : visite du président kiribatien Taneti Maamau à Pékin.

Mai 2022 : visite de Wang Yi à Tarawa (en pleine période de COVID).

Septembre 2022 : rencontre Wang Yi-Taneti Maamau à l'ONU.

Mai 2025 : Participation du président-ministre des Affaires étrangères à la troisième China-Pacific Island Countries (PIC) Foreign Ministers' Meeting à Xiamen.

Présidences (trois mandats de cinq ans maximum) :

1979-1982 : Ieremia Tabai (National Progressive Party ou NPP ; défait par une motion de défiance).

1983-1991 : Ieremia Tabai (NPP ; débat constitutionnel).

1991-1994 : Teatao Teannaki (NPP, défait par une motion de défiance).

1994-2003 : Teburoro Tito (trois mandats puis défait par une motion de défiance, Christian Democratic Party / Protect the Maneaba).

2003-2016 : Anote Tong, fils d'un marchand chinois, militant environnementaliste, frère du Dr Harry Tong, fugace chef de file de l'opposition en 2009 (Pillars of Truth Party).

Depuis 2016, réélu en 2020 et 2024 : Taneti Maamau, 63 ans (Tobwaan Kiribati Party).

Été-Automne 2024 : Élections parlementaires puis présidentielles (réélection de Taneti Maamau pour un troisième et dernier mandat ; Tessie Lambourne, pro-Taiwan, du nouveau Boutokaan Kiribati Moa Party, n'a pas pu se présenter).

INTRODUCTION

L'émergence des îles Kiribati dans la géopolitique indopacifique

Alors que la guerre s'intensifiait en Ukraine, s'enlisait à Gaza et couvait en Iran, le président de la République Emmanuel Macron a pris le temps de s'entretenir avec le président kiribatien Taneti Maamau à l'occasion d'une rencontre bilatérale en marge du 6^e sommet Pacifique-France et de la conférence des Nations unies sur les océans en juin 2025. Quelques jours plus tard, le contre-amiral Pinget, commandant la zone Asie-Pacifique (ALPACI) et les forces armées en Polynésie française (FAPF), se rendait en personne sur les îles Kiribati. De même et depuis 2019, au cœur du Pacifique, « à mille milles de toute [autre] terre habitée », des émissaires chinois posent le pied au sud de Tarawa, à Bairiki, capitale des Kiribati¹. Ils y retrouvent Australiens, Néo-Zélandais et Japonais, en attendant l'ouverture d'une ambassade américaine. Comment comprendre alors l'intérêt du chef de l'État français et de 1,4 milliard de Chinois pour 131 000 Kiribatiens ? Qu'est-ce qui justifie les efforts déployés par Pékin, située à 7 000 kilomètres de Bairiki (contre 5 200 entre Pékin et Jakarta) ? Ce mariage de la carpe micronésienne et du lapin chinois soulève des questions, au regard du centre administratif et économique qui s'étire au sud de l'atoll de Tarawa, sur une étroite bande de terre (large de quelques mètres seulement par endroits) de 15 km², surpeuplée de 60 000 personnes et traversée par une seule route aux allures de petite départementale azurée, bordée par la mer des deux côtés. L'aéroport international n'est connecté qu'à Nauru et à Nadi, aux Fidji, deux jours par semaine ; les plaques d'immatriculation des voitures n'ont pas encore besoin de lettres ; un seul café offre une

1. Les Recommandations concernant les noms d'États, d'habitants, de capitales, de sièges diplomatiques ou consulaires (Journal officiel du 21 avril 2019) invitent à utiliser le nom propre « les Kiribati » et l'adjectif « kiribatien ».

2. Soit un peu moins que les XV^e et XVI^e arrondissements de Paris réunis.

connexion WiFi ; une seule banque, ANZ (Australia and New Zealand Banking Group Limited), y est implantée ; et la monnaie d'échange reste le dollar australien. Une fois qu'il a tourné le dos à la plage, la réalité rattrape le visiteur déjà averti par quelques indicateurs. L'ancien protectorat britannique, devenu indépendant en 1979, pointe au 137^e rang de l'Indice de développement humain, à la 129^e place en ce qui concerne le PIB par habitant (1 702 dollars) et à la 187^e position de la section « criminalité » du *Global Organized Crime Index*³. Le paradis exotique annoncé s'efface vite devant les déchets plastiques et le triptyque socio-économique : obésité⁴, tôle ondulée, vulnérabilité face à l'environnement.

La zone économique exclusive (ZEE) kiribatienne de presque 3,5 millions de km² s'étire sur trois fuseaux horaires ; elle est même coupée par la ligne de changement de date et par l'équateur. Elle est également frontalière de la France (via la Polynésie française) ainsi que des États-Unis (via les atolls ou îles de Palmyra, de Jarvis, d'Howland et de Baker, voire d'Hawaï, juste derrière, où est basé l'Indo-Pacific Command ou INDOPACOM).

En ce qui concerne la France, c'est non seulement son statut d'acteur océanique global, avec aussi le One Ocean Summit en 2022 à Brest, qui justifie cet intérêt, mais également le volet Pacifique de sa stratégie indopacifique, confirmée, détaillée et actualisée lors du discours d'Emmanuel Macron à l'ouverture du Shangri-La Dialogue (SLD) de Singapour fin mai 2025. Si, en 2023, la séquence présidentielle Vanuatu-Papouasie-Nouvelle-Guinée avait été appréciée, les émeutes de Nouméa ont ensuite terni l'image de Paris en 2024, bien que le discours des États voisins n'ait pas été aussi sévère qu'attendu à l'encontre de la France⁵. Si l'on ajoute à cela la volonté du président Macron de

3. Global Initiative against Transnational Organized Crime, « Kiribati », *Global Organized Crime Index*, 2023.

4. 13^e au monde pour les adultes (la France est 172^e), mais 22^e pour les hommes et 33^e pour les enfants : *Global Obesity Observatory*, 2022, <https://data.worldobesity.org/rankings/?age=a&sex=m>

5. Lydia Lewis, « *Rabuka's message to Kanaky movement: 'Don't slap the hand that feeds you'* », RNZ, 25 octobre 2024.

bâtir des « coalitions de pays⁶ », de petite taille (comme ceux visités dans l'océan Indien en avril 2025⁷) et souverains, autour d'enjeux directs (comme l'environnement) et en dehors des manœuvres stériles voire compromettantes en matière d'autonomie stratégique (auprès des grandes et moyennes puissances : AUKUS, QUAD, Partners in the Blue Pacific), le tout dans la lignée de l'esprit de la conférence de Bandung (évoquée lors de son déplacement en Indonésie fin mai 2025) et du discours du général de Gaulle à Phnom Penh en 1966 (en marge de la bipolarisation du monde et de la guerre du Vietnam) ; si l'on place ensuite toutes ces initiatives dans le cadre du pari badien de *l'Heure du Sud* et de la *Puissance des faibles*, après des décennies d'humiliation selon le professeur de science politique⁸ ; alors, pour toutes ces raisons, l'intérêt français pour les Kiribati fait sens. Sans surprise, l'ambassadrice aux Fidji Julie Le Saos n'a pas attendu un an pour présenter ses lettres de créance auprès du président Taneti Maamau le 12 mai 2025, deux mois après la rencontre d'une délégation ministérielle des Kiribati emmenée par la ministre des Femmes, des Jeunes, du Sport et des Affaires sociales Ruth Cross Kwansing (cf. *infra*) avec l'ambassadrice française pour le Pacifique à Nouméa Véronique Roger-Lacan.

Dans ce contexte, toutes les manœuvres chinoises méritent l'attention, d'autant plus dans un environnement stratégique « volatile, incertain (*uncertain*), complexe et ambigu » (VUCA⁹), qui pousse certains à évoquer une « guerre froide 2.0 », ou plus exactement un nouveau Grand Jeu entre empires passés, présents et futurs – comme en Asie centrale au XIX^e siècle ou

6. L'expression revient à cinq reprises dans le dernier paragraphe de son discours à Singapour du 30 mai 2025.

7. Comores, Maurice.

8. Bertrand Badie, Dominique Vidal (dir.), *L'heure du Sud ou l'invention d'un nouvel ordre mondial*, Paris, Les liens qui libèrent, 2024 ; Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde – Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris, La Découverte, 2018 ; Bertrand Badie, *Le temps des humiliés – Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2019.

9. Selon l'acronyme popularisé par Warren Bennis et Burt Nanus en théorie du leadership : *Leaders: the strategies for taking charge*, New York, Harper & Row, 1985.

à Fachoda en 1898, au cœur d'une autre immensité tout aussi désertique. L'histoire se répéterait-elle, en mer cette fois ? A-t-on affaire à de nouvelles velléités sinon impériales du moins hégémoniques ? Faut-il parler de l'« annexion du Pacifique », comme l'expliquait un documentaire¹⁰, voire d'une « nouvelle guerre du Pacifique », selon les termes d'un reportage¹¹ ? À moins que cette obsession pour la guerre et l'annexion à force de slogans tirés de l'histoire récente ne soit guère fondée ? Aussi a-t-il paru judicieux d'aller voir¹², d'autant plus que le pays, pragmatique¹³, oscille : pro-Pékin de 1980 à 2003, puis pro-Taïpei jusqu'en 2019 et depuis de nouveau pro-Pékin. Aujourd'hui, la connexion s'établit principalement par l'entremise de quelques provinces (Guangdong, Shandong, Fujian et Zhejiang) davantage tournées vers le Pacifique¹⁴. D'un point de vue scientifique, conjecturer le comportement chinois par l'intermédiaire d'une enquête de terrain et d'entretiens, exige le recours à une matrice issue de recherches en sciences du comportement et élaborée en 2011¹⁵, qui allie motivations, moyens et opportunités. Ces trois piliers

10. Anne Loussouarn, *Asie-Pacifique : la nouvelle poudrière*, Arte, 2022.

11. Axel Gylden, « 'Les Chinois sont partout' : les États-Unis ont-ils déjà perdu la bataille du Pacifique ? », *L'Express*, 8 février 2024 ; La Loupe, « *Chine-États-Unis : bientôt une nouvelle guerre du Pacifique ?* », *L'Express - Podcast*, 14 février 2024.

12. Enquête de terrain, à Tarawa, fin mai 2024 (via les Fidji). Des entretiens ont pu se dérouler sur place, à Canberra sur le campus de l'ANU (Australian National University) ainsi qu'en ligne.

13. Des auteurs du Pacifique appelaient ainsi à se détacher des considérations seulement géopolitico-sino-américaines pour examiner les besoins fondamentaux : « *For example, non-communicable diseases account for around 75 percent of premature deaths in the region. The region also has some of the highest rates of gender-based violence in the world. And climate change increasingly undermines human health, livelihoods, food security and the very sovereignty of many countries, as expressed in the Boe Declaration on Regional Security* » (Mark Wang, Jon Barnett, Tearinaki Tanielu, « *Australia and China should cooperate for the security of Pacific Island Countries* », *Pursuit* (University of Melbourne), 7 mai 2024).

14. Ministry of Foreign Affairs People's Republic of China, « *Cooperation Between China and Pacific Island Countries* », 2022.

15. Susan Michie, Maartje M. van Stralen, Robert West, « *The behaviour change wheel: A new method for characterising and designing behaviour change interventions* », *Implementation Science*, 6, art. 42, 2011.

de la démarche chinoise seront donc successivement expliqués puis discutés sous forme de questions, dans le cadre de trois parties dédiées, afin de mieux jauger la solidité du projet chinois sur les îles Kiribati en particulier – et hypothétiquement dans le Pacifique en général. Des pistes de réflexion pourront ensuite être tirées de cet examen afin d'étalonner au mieux la stratégie indopacifique française sur son versant oriental.

I. LES INTÉRÊTS INATTENDUS DE LA CHINE DANS LES KIRIBATI

Plusieurs éléments ont pu pousser les Chinois vers les trois groupes d'îles des Kiribati, qui comptent plus de trente atolls. Xi Jinping avait pris plaisir à rappeler lors d'une visite du président des États fédérés de Micronésie (EFM) à Pékin, en mai 2024, que le Fujian, où le dirigeant a été en poste, et la Micronésie étaient liés par un même socle ethnolinguistique, en l'occurrence austro-nésien (cf. *infra*). Au-delà et malgré le risque de dispersion des forces chinoises, d'autres éléments doivent être pris en compte, qu'ils soient économiques, diplomatiques ou géopolitiques.

LES ATOUTS MARINS ET SOUS-MARINS DE L'ÉCONOMIE KIRIBATIENNE

Des ressources halieutiques de qualité

Les Kiribati se distinguent autant par la quantité que par la qualité de leurs stocks de pêche, puisque le poisson y est reconnu en bonne santé¹. L'Union européenne a réussi à conclure un nouveau protocole dans le cadre de leur accord de partenariat pour une pêche durable en 2023, avec une présence à l'entrée du port. La Chine, en revanche, ne se soucie que des protéines pour ses populations côtières. Or, en 2016, les Kiribati ont été à l'origine de 16 % des prises de thon dans le monde, ce qui les plaçait en tête des pays du Forum Fisheries Agency². Pékin devra manœuvrer habilement et tenir compte de contraintes juridiques sachant que les Kiribati sont signataires de l'UN Fish Stocks Agreement on the Conservation and Management of Highly Migratory Fish

1. Voir le site de la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations) : <https://www.fao.org/fishery/en/facp/kir> ; Nick Perry, « [China's Foreign Minister Visits Kiribati, Where Fishing Ground Is at Stake](#) », *The Diplomat*, 27 mai 2022.

2. Christopher Pala, « [Kiribati re-embraces China](#) », *Asia & The Pacific Policy Society*, 17 août 2020.

Stocks in the Western and Central Pacific Ocean, tout en étant partie du Nauru Agreement (PNA). Cette dernière organisation sous-régionale, qui englobe les États de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon, représente plus de la moitié des prises de thon dans le monde³ ; la Chine a donc tout intérêt à y peser, même indirectement.

Les fonds marins au carrefour de la science, du droit et de l'exploitation industrielle

En premier lieu, l'exploitation des fonds marins demeure encore très incertaine. Les mois à venir apporteront probablement des précisions mais, actuellement, le droit de la mer sur le sujet se montre trop instable. La réunion de l'Agence internationale des fonds marins (AIFM) s'est achevée en juillet 2023 par un « sursis fragile », sans code minier, toujours reporté, ni moratoire – tandis que des pays comme la France plaident pour une « pause de précaution⁴ ». De plus, aucun entretien n'a laissé percevoir cette option comme prioritaire pour le gouvernement. Néanmoins, les Kiribati ont très tôt rejoint la petite vingtaine de pays qui ont parrainé la trentaine de contrats d'exploitation. Tarawa a ainsi été engagée avec la société canadienne The Metals Company (TMC) en ce qui concerne ses parts dans la zone Clarion-Clipperton. Par ailleurs, les juristes pouvaient arguer que le code minier tout comme le traité pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine (ou BBNJ en anglais), en instance de ratification, ne concerneraient que la haute mer ; d'après les articles 76 et 77 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS en anglais), les Kiribati pourraient librement procéder à toute sorte d'exploration dans leur propre ZEE. En parallèle, les signaux d'alerte ne manquaient pas puisque les potentielles ressources, la législation nationale

3. Voir le site officiel : <https://www.pnatuna.com/>

4. Élysée, « Clôture de l'événement SOS Océan », 31 mars 2025, cité dans Virginie Saliou, « *Unoc 2025 : en France, de l'exploitation économique des grands fonds marins à leur maîtrise militaire* », *The Conversation*, 12 juin 2025.

très souple et les forces de police excessivement limitées constituaient autant d'arguments pour attirer d'éventuels prédateurs étrangers⁵.

C'est dans ce contexte que la coopération bilatérale universitaire s'est développée avec la Chine autour des questions maritimes. Une délégation des Kiribati a visité l'Ocean University of China en 2023⁶, certainement très désireuse de parfaire sa connaissance des fonds marins des trois archipels de l'État ; de même, le Second Institute of Oceanography, directement rattaché au ministère des Ressources naturelles, suit de près le Pacifique ; il a organisé en novembre 2022 le China-Pacific Island Countries Climate Action Advanced Training Course qui incluait un cours magistral spécial sur « Marine Observation System and Simulation Prediction to Ensure Marine Ecological Health »⁷.

En point de mire de ces démarches : l'exploitation minière des fonds marins. Or, dans ce domaine, la partie n'était pas gagnée d'avance pour Pékin sur le terrain kiribatien. Il est vrai que les manœuvres kiribatienues au sein de l'ISA (International Seabed Authority) ont pu sembler pour le moins maladroites quand Tarawa a apporté, en 2024, son soutien au président sortant britannique, ancien résident aux Kiribati et favorable à ces extractions⁸. Néanmoins, d'une part, ce dernier a perdu ; d'autre part, la position de Tarawa à propos d'une exploitation des fonds marins ne semblait pas définitivement arrêtée ou aussi irrémédiable et radicale que dans d'autres pays – comme à Nauru ou aux Tonga, où les liens se densifiaient avec la société canadienne TMC (The Metals Company)⁹. D'après le site de la société, les

5. Drake Long, « *Wildcatting The Pacific: Seabed Mining and The Pacific Islands* », 9 dashline, 10 avril 2024.

6. « Delegation from Pacific Island Countries Visited OUC », *Ocean University of China*, 18 mai 2023, <http://eweb.ouc.edu.cn/2023/0518/c900a432558/page.htm>

7. Liste des programmes scientifiques en cours sur <https://www.sio.org.cn/a/newsphoto/20492.html> et <https://www.sio.org.cn/About.html>

8. Michael J. Field, *Kiribati corrupting UN seabed election bid*, 5 juillet 2024, https://michaelf27.substack.com/p/kiribati-corrupting-un-seabed-election?r=2rgq5&utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true

9. Voir le site officiel de TMC, à propos des *sponsoring states* : <https://metals.co/sponsoring-states/>

pourparlers semblaient moins avancés et moins contraignants s'agissant de l'exploitation de la partie kiribatienne de la zone précitée. Était-ce du fait des réserves de Tarawa ou à cause des ressources moindres dans le secteur kiribatien que dans ceux des Nauru et Tonga¹⁰ ? À la différence des membres du Groupe Fer-de-lance mélanésien qui soutient un moratoire, les Kiribati risquaient d'être mises sur la touche malgré elles. De plus, le temps commençait à presser puisque la tendance au sein de l'industrie, comme pour la fabrication de batteries électriques, est de se tourner de plus en plus vers le lithium (avec d'importantes réserves à terre) plutôt que vers les nodules polymétalliques en mer (plus difficilement exploitables). Et il reste encore du cobalt à terre (Australie et République démocratique du Congo), beaucoup plus accessible.

En fin de compte, la Chine a réussi à faire retirer l'idée d'un moratoire du communiqué final du Forum des îles du Pacifique (FIP) en 2024, dont le sommet se tenait justement aux Tonga. Puis, en mars 2025, comme pressenti, les Kiribati ont décidé de rompre définitivement leurs liens avec TMC, de lui retirer le permis finalement attribué deux mois plus tôt sur ses 75 000 km² de la zone Clarion-Clipperton et de basculer vers la Chine¹¹. TMC a su rebondir en se retournant vers l'option américaine après le décret très permissif de Donald Trump, ce qui remet en question les accords avec les Tonga et Nauru, pour qui le projet est vital¹². Quant aux Kiribati, elles rejoignent les îles Cook comme partenaires de la Chine pour l'exploitation des fonds marins. Après quelques péripéties, la bascule économique-géologique

10. Georgina Lancaster, « [Conflicting interests and geopolitical competition in Pacific deep sea mining](#) », *The Strategist*, 26 novembre 2024 ; site officiel de l'ISA à propos de la zone Clarion-Clipperton et des secteurs distribués à différents pays, dont la France et les Kiribati, <https://www.isa.org/jm/maps/clarion-clipperton-fracture-zone/>

11. Stephen Wright, « [Pacific nation of Kiribati explores deep sea mining deal with China](#) », RFA, 17 mars 2025.

12. « [Financial Desperation Is Driving TMC's Reckless Push To Bypass International Law](#) », *Pacific Scoop*, 29 mars 2025 ; Teuila Fuatai, « [Trump's push on deep sea mining imperils Nauru's commercial ambitions](#) », RNZ, 2 mai 2005.

s'aligne donc sur celle diplomatique. Il conviendra de surveiller le communiqué final du FIP lors du prochain sommet, aux îles Salomon, favorables à Pékin mais moins à ces exploitations.

Un marché kiribatien à considérer dans l'urgence surcapitaire chinoise

À plus court terme, les Kiribati offrent un marché, certes lilliputien, pour répondre au défi de la surcapacité chinoise.

La République populaire de Chine (RPC) fait figure de nouvel arrivant dans le commerce kiribatien. En 1995, par exemple, les cinq principales destinations des exportations étaient (dans l'ordre) le Bangladesh, le Japon, les États-Unis, Hong-Kong et Singapour ; dix ans plus tard (et deux ans après le virage pro-Taïwan), le classement indiquait : Japon, Bangladesh, Hong Kong, Malaisie et Taïwan ; en 2018, un an avant de se retourner vers Pékin, Taïwan apparaissait pour la dernière fois dans le Top 6, derrière la Thaïlande, les Philippines, le Japon, la Corée du Sud et la Malaisie ; en 2023, la Corée du Sud disparaissait du Top 5, au profit des Émirats arabes unis, symbole du dynamisme économique des pays du Golfe. S'agissant des importations, les cinq principales sources d'approvisionnement étaient, en 1995 : Australie, Fidji, Nouvelle-Zélande, Japon et Chine (assez loin derrière, malgré les liens diplomatiques, preuve des priorités du moment à Pékin) ; dix ans plus tard : Australie, Fidji, Japon, Nouvelle-Zélande et... Taïwan, deux rangs devant la RPC ; en 2018, pointait déjà l'idée de bascule puisque Pékin (2^e) devançait Taipei (5^e), derrière Singapour et devant la Corée du Sud ainsi que le Japon ; en 2023, entre la Chine (1^{re}) et Taïwan (6^e, principalement pour les hydrocarbures) s'intercalaient l'Australie, les Fidji, le Japon et la Nouvelle-Zélande¹³.

À la différence des Australiens, par exemple, qui ont systématiquement recours à la main-d'œuvre et aux ressources locales – sauf pour l'extension de leur ambassade –, les Chinois cherchent à se délester tout en offrant des opportunités à leurs travailleurs.

13. Kiribati, *The Observatory of Economic Complexity (OEC)*, 2023.

La démarche est poussée jusqu'à la caricature quand les versions locales des supermarchés sont inondées de produits *made in China*, dont des gants de ski, des raquettes de tennis, là où aucun terrain approprié, même ressemblant, n'existe, et des chaussettes, pour une population qui va souvent pieds nus. En 2022, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi à Tarawa, dix accords commerciaux avaient été signés, dans de multiples secteurs (infrastructures dans le cadre de la BRI, changements climatiques, tourisme)¹⁴ – preuve de l'intérêt chinois, la rencontre s'était tenue malgré la COVID et les difficultés à voyager. À voir, à terme, si la population se lassera ou non de ces produits et de leur qualité, comme c'est par exemple le cas en Iran, prisonnier de la dédollarisation (ou yuanisation) de ses échanges¹⁵.

KIRIBATI : TÊTE DE PONT DIPLOMATIQUE

Au-delà des considérations pécuniaires, les attentes chinoises s'inscrivent dans le temps plus long, dans les cénacles internationaux. À moindres frais, en s'acoquinant avec Tarawa, Pékin gagne une voix aux Nations unies, tout en privant Taipei d'un soutien. Pour rappel, la Chine s'érige en puissance révisionniste¹⁶ : s'il n'est pas (encore) question de bouleverser le système international dans son entièreté, l'objectif *a minima* est de le remodeler à son image, par exemple en visant les postes à responsabilité, comme les directions d'agences onusiennes. À cette fin, tous les votes sont bons à prendre. Moins directement, Pékin a de cette façon l'occasion de faire de l'entrisme au sein de différents forums. Les Kiribati sont par exemple actives dans le groupe des Small Island Developing States (SIDS). Une délégation de jeunes

14. « [Kiribati signs multiple deals to work more closely with China, govt says](#) », RNZ, 30 mai 2022.

15. « [Trafic de pétrole : les flottes fantômes naviguent entre les sanctions](#) », épisode 4/4, Cultures Monde, France Culture, 11 janvier 2024.

16. Jonathan M. DiCicco, Victor M. Sanchez, « [Revisionism in International Relations](#) », *International Studies*, 25 mars 2021.

diplomates a participé en mai à la 4^e conférence de ce groupement qui inclut entre autres les pays du Forum des îles du Pacifique (FIP), à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Après avoir déjà exclu les États-Unis et la France lors de la création du FIP (ou Forum du Pacifique-Sud à l'époque) en 1971, dans la préhistoire du régionalisme océanien, la tendance est au recentrage autour des États îliens. En écho à ce que Bertrand Badie appelle la « puissance des faibles¹⁷ », prolongée par l'idée d'agilité des « petits États à réinventer les règles du jeu international » selon Nicolas Tenzer¹⁸, ces micro-États gardent les cartes en main et décident de l'agenda. La Chine l'a bien compris et les cible à dessein. L'expérience avait été concluante en Asie du Sud-Est, quand le Cambodge, président de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations ou Association des nations d'Asie du Sud-Est) en 2012, avait empêché de façon inédite l'adoption d'une déclaration conjointe.

Était-ce le même type d'entrisme, avec à l'esprit la même ambition de diviser et de briser le consensus régional ? Était-ce la République populaire de Chine qui était à la manœuvre ? En 2022, trois ans après s'être inscrites dans le sillage de Pékin, les Kiribati se sont retirées du Forum des îles du Pacifique sous prétexte d'une présidence tournante qui ne revenait pas à un État micronésien, selon la règle tacitement établie. L'ancienne ambassadrice à Taïwan, Tessie Lambourne, a crié au scandale et à l'ingérence. L'harmonie pacifique risquait d'en pâtir, préparant ainsi le terrain à des avancées diplomatiques chinoises¹⁹. Toutefois, dans ce cas précis, les arguments soutenant une décision souveraine des Kiribati semblent plus consistants. Martin Kwan, de l'OBOR Legal Research Centre, l'a expliqué dans *The Diplomat*,

17. Bertrand Badie, « La puissance des faibles : Repenser les relations internationales », propos recueillis par Miriam Périer, Sciences Po, 2020, <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/repenser-les-relations-internationales/> [consulté en mai 2024].

18. Nicolas Tenzer, *Fin de la politique des grandes puissances – Petits et moyens États à la conquête du monde*, Paris, Éd. de l'Observatoire, 2025.

19. Rimón Rimón, « [China influenced Kiribati exit from Pacific Islands Forum, MP claims](#) », *The Guardian*, 12 juillet 2022.

guère suspect de penchants sinophiles. La Chine n'avait aucun intérêt à se fâcher avec le FIP, ni même à l'affaiblir ; aucune initiative du même type n'est venue des îles Salomon, pourtant plus proches encore de Pékin ; Tarawa avait ses propres motivations pour agir de la sorte, par souci de représentation micronésienne et après de précédents accrochages diplomatiques avec ses voisins océaniens (cf. *infra*). Finalement, ce sont les intérêts géopolitiques qui demeurent pour Pékin à la fois les plus décisifs et les plus opaques. Tâchons de les lister.

UNE CARTE MAÎTRESSE SUR L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE

Une plateforme portuaire en devenir – si besoin

Sur le papier, et plus précisément sur les cartes, les Kiribati répondent à plusieurs préoccupations chinoises. Toutefois, après examen des faits, certains aspects paraissent plus sérieux – donc inquiétants – que d'autres. Tout d'abord, il est légitime pour Pékin autant que pour l'analyste de voir dans les Kiribati un possible point d'appui dans l'immensité du Pacifique. Un *hub* portuaire se justifierait à mi-chemin entre les ports chinois et les fronts pionniers de la BRI en Amérique du Sud ainsi qu'aux abords du canal de Panama, où il avait été question d'un point de passage sous contrôle chinois. Comme évoqué ailleurs dans le monde, dès que les Chinois investissent (Hambantota au Sri Lanka, Sihanoukville et ses alentours au Cambodge, etc.), on peut craindre de voir apparaître des équipements à vocation civile et militaire. En guise d'indice, des navires chinois (via le propriétaire ou le pavillon) mouillent déjà aux abords ou à quai, dans le port de Betio, à l'est de Tarawa. Pour information, les données AIS (Automatic Identification System) de l'application *Marinetraffic* correspondaient à l'examen visuel : point de *dark ship* ou autre. À la différence de la petite jetée de Bairiki, dans le village qui fait office de capitale, ces eaux y sont suffisamment profondes car à l'écart du lagon. Preuve de l'intérêt chinois, six fonctionnaires ont visité les installations du port en mai 2024 :

Another successful meeting! On May 10th, the Qingdao delegation visited Kiribati Port Authority(KPA) and had fruitful discussions regarding future cooperation with KPA Board Members and Management team, including Chairman Betarim and OIC Tiantaake. The delegation also had a tour around KPA compound and the jetty accompanied by port officer²⁰.

Toutefois, aucun investissement n'y est prévu ; aucune pancarte *China Aid* n'y a été aperçue.

Un poste de veille spatiale et électronique

Dans le même ordre d'idée, au niveau non plus maritime mais spatial, les Kiribati peuvent aussi faire office de point d'appui satellitaire, en partie grâce à leur localisation le long de l'équateur et du fait des ambitions lunaires de la Chine. Il existe deux stations de suivi : l'une, basée sur l'île Christmas est déjà occupée par le Japon²¹ ; l'autre, située à Tarawa, plus exactement à Bikenibeu, aux abords de l'aéroport de Bonriki, était active lors de la première période prochinoise. La rumeur avait parlé d'une présence prolongée même une fois la bascule opérée. En réalité, le site a vite été transformé en terrain agricole par Taïwan. Aujourd'hui, aucune reprise des activités d'ordre satellitaire n'a été indiquée ou constatée.

Dans cette lignée de possibles activités de renseignement électronique, la Chine a peut-être eu des ambitions au niveau des communications, via Huawei ou les câbles sous-marins. Dans le premier cas, s'agissant des téléphones mobiles et au mieux

20. Embassy of The People's Republic of China in Kiribati, Facebook, 13 mai 2024, https://www.facebook.com/groups/1328277200852703/?multi_perma-links=2148078885539193&ref=share (bilingue).

21. Sur l'offre des Kiribati en matière satellitaire : Ministry of Communication, Transport and Tourism Development, *Kiribati Experience, Satellite Service In Pacific Island Countries*, p. 15 ; Kikuchi Eiko, Mimura Kotomi, *Supporting the Launch of Rockets: Negotiations Made to Update the Agreements for the Christmas Tracking Station in the Face of COVID-19*, JAXA (Japan Aerospace Exploration Agency), <https://global.jaxa.jp/activity/pr/jaxas/no088/04.html> et <https://global.jaxa.jp/activity/pr/jaxas/no081/03.html>

de 4G, Vodafone et OceanLink se partagent le marché. Pour Internet, Vodafone et Starlink sont les principaux fournisseurs, le second semblant prendre le pas sur le premier. Les établissements connectés – ils ne sont pas légion – se remarquent aux antennes privées sur leur toit. Le Parlement a opté en 2024 pour la société d'Elon Musk, Starlink, afin de permettre plus facilement des visioconférences. En ce qui concerne les câbles, la Chine se montre de plus en plus active dans la région. Là encore cependant, un groupement associant Australiens et Japonais a pris les devants : la haute-commissaire de Canberra a présidé le 1^{er} juin 2024 une cérémonie de lancement des travaux pour l'atterrage du câble sous-marin East Micronesia Cable qui permettra une meilleure connexion Internet, en particulier avec les États fédérés de Micronésie et Nauru, également partenaires du projet²². En 2025, une délégation des Kiribati participait au Japon à une réunion autour de la mise en place de ce câble.

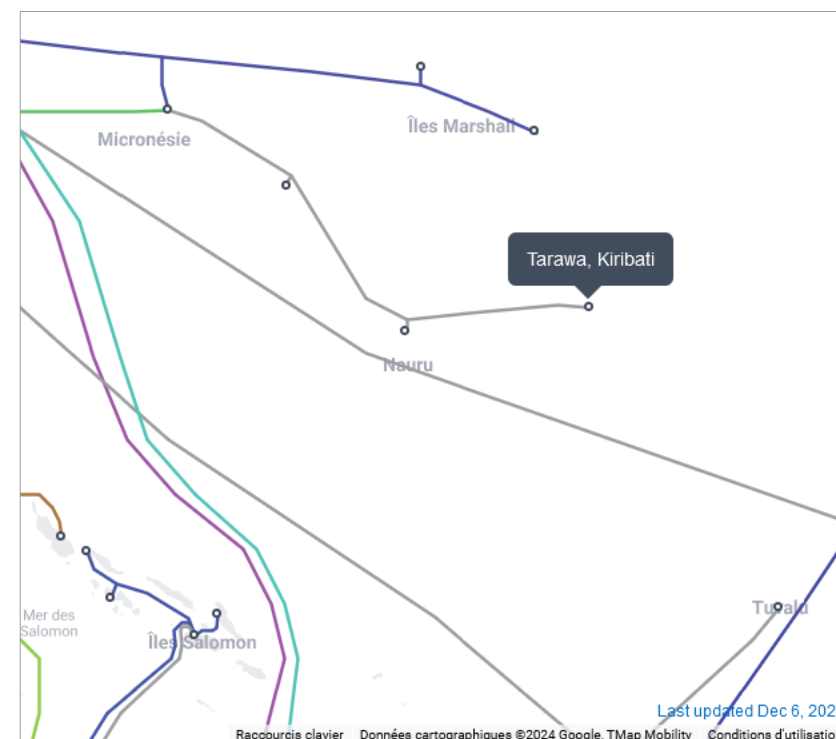
À la lecture des cartes 3 et 4, il apparaît que la ZEE des Kiribati est traversée par au moins neuf autres câbles (en projet, en construction ou en fonctionnement), soit autant de cibles potentielles pour la Chine afin d'écouter ou couper les conversations électroniques :

- Bulikula : entre Polynésie française, Fidji, Hawaï et Guam,
- Halaihai : entre Chili, Guam et possiblement – à confirmer – la Polynésie française,
- Hawaiki : entre États-Unis, Samoa et Australie,
- Honotua : entre Polynésie française et Hawaï,
- Project Waterworth : entre États-Unis, Australie et Inde,
- Southern Cross Cable Network : entre États-Unis et Australie, via deux câbles parallèles,
- Tabua : entre États-Unis et Australie,
- Telstra Endeavour : entre Hawaï et Australie.

22. Australian Infrastructure Financing Facility for the Pacific, *Connecting the Federated States of Micronesia, Kiribati and Nauru to the Internet via submarine cable*, <https://www.aiiffp.gov.au/investments/investment-list/connecting-the-federated-states-of-micronesia-kiribati-and-nauru-to-the-internet-via-submarine-cable>

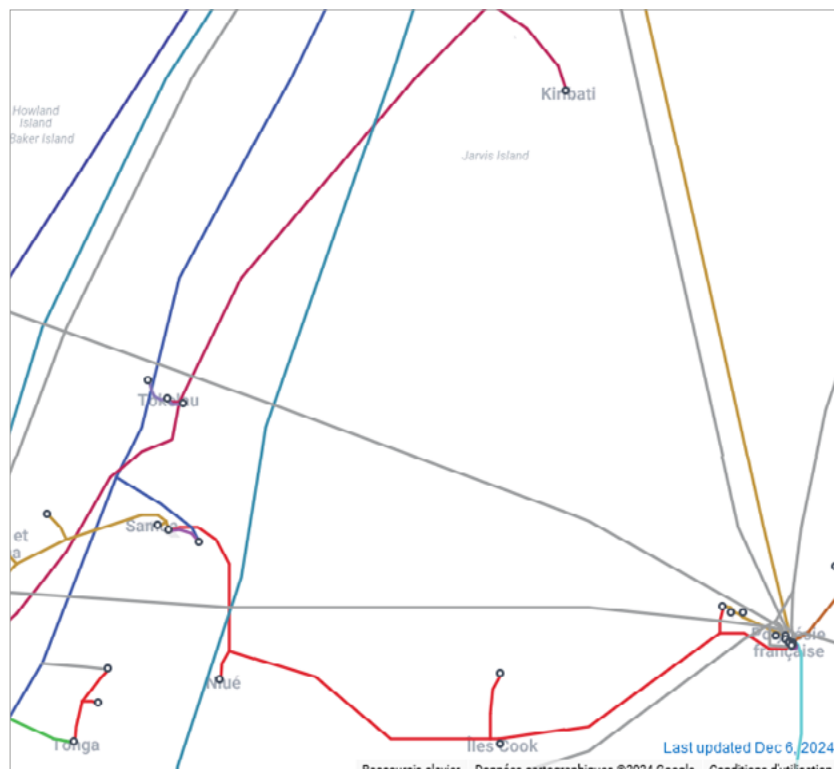
Cartes 3 et 4²³

Câbles sous-marins reliant les îles Kiribati



À l'ouest, à Tarawa (en gris : East Micronesia Cable System ou EMCS, encore en construction, pour la seule Micronésie).

23. Telegeography : <https://www.submarinecablemap.com/> (avec l'autorisation des auteurs).



À l'est, à Tabwakea (en bordaux : Southern Cross NEXT, entre États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande, via Kiribati, Tokelau et Fidji) 2024.

À voir les capacités chinoises déployées pour perturber les communications par voie sous-marine en mer de Chine méridionale²⁴, au point de pousser Washington à trouver aujourd'hui d'autres points de passage pour ses câbles, que ce soit à travers les Philippines ou même le Timor-Leste, cette question de la sécurité des infrastructures sous-marines mérite d'être relevée.

24. Rebecca Tan, « Escalating contest over South China Sea disrupts international cable system », *The Washington Post*, 3 octobre 2024.

Un grain de sable dans les hypothétiques grandes manœuvres américaines

Plus certainement, les motivations de Pékin pourraient être toujours liées à la géographie, à l'échelle régionale, mais à plus long terme, dans un contexte plus militaire et moins hybride. Dans le voisinage proche, l'intérêt des Kiribati est de se positionner non loin de plusieurs bases :

- le commandement de l'INDOPACOM au camp H. M. Smith, à Honolulu (à 2 161 km de l'île Christmas et 3 071 km de l'île de Kanton),
- la base des forces françaises en Asie-Pacifique, à Papeete (à 2 322 km de l'île Christmas et 2 911 km de l'île de Kanton),
- et le plus méconnu Ronald Reagan Ballistic Missile Defense Test Site (atoll de Kwajalein, dans les îles Marshall, à 1 056 km de Tarawa).

Au-delà des possibilités offertes en matière d'écoutes ou de renseignement, les Kiribati offriraient en cas de conflit à Taïwan une intéressante position le long des hypothétiques voies d'approvisionnement ou de renfort, entre la côte ouest-américaine, Hawaï, Tinian et Guam – récemment renforcées – voire Taïwan elle-même. À ce titre, une récente publication faisait état des efforts de la sous-marine chinoise à l'égard du Pacifique occidental, ce qui s'expliquerait dans cette perspective²⁵. C'est précisément cette localisation stratégique qui, pendant la guerre du Pacifique, avait justifié en 1943 l'acharnement au cours de la bataille de Tarawa (plus exactement à Betio). À une plus petite échelle, l'emprise sur les Kiribati faciliterait une sorte d'endiguement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, de fait coupées de leur allié numéro un, en l'occurrence de sa présence à Hawaï ou en Micronésie. Sans parler d'échecs ou de jeu de go, Pékin avancerait façon *Risk*, tissant sa toile le long d'une grande diagonale nord-ouest/sud-est à travers le Pacifique. Même si le régime juridique des activités militaires dans les ZEE est

25. Daniel Salisbury, Eli Tirk, « China Report 38 - PLAN Anti-Submarine Warfare », *CMSI China Maritime Reports*, US Naval War College, 5 mai 2024.

toujours sujet à discussion²⁶, il peut être contourné par le biais des coques blanches, des milices de pêcheurs et des pavillons régionaux. À ce sujet précis, en 2024, 26 bâtiments de garde-côtes chinois ont été inscrits au registre des organisations régionales de pêche (WCPFC²⁷ Register of Authorised Inspection Vessels) et peuvent à présent sillonner l'océan Pacifique et ses zones grises, sur un mode hybride, comme c'est déjà le cas en mer de Chine du Sud. En complément, le statut des espaces aériens ne doit pas être sous-estimé. À ce titre, les Kiribati dépendent toujours des États-Unis et des Fidji ; l'objectif de la Chine est de reprendre peu à peu la main sur cette portion de souveraineté.

FAIBLESSES ET LIMITES DES MOTIVATIONS CHINOISES : LA DISPERSION DES FORCES ?

S'il est peu probable que des agents étatiques chinois montrent un grand enthousiasme à venir s'expatrier sur ce bout de terre battu par les vents et les marées, ils devront obéir. En revanche, en contrepoids des motivations centrales à Pékin, il y aura toujours possibilité d'arguer que le gouvernement a déjà suffisamment à faire ailleurs. Quel est l'intérêt ou le poids du marché kiribatien face aux problèmes de surcapacité chinois ? L'investissement dans un pays si isolé et difficile d'accès est-il rentable ? N'y a-t-il pas mieux à faire ailleurs que dans le pré carré des Australiens et des Néo-Zélandais ? Rappelons que le dollar australien est la monnaie utilisée sur place et que, loin de se démentir, cette présence se renforce, comme l'illustrent les importants travaux menés pour l'agrandissement de la haute-commission australienne inaugurée par le vice-Premier ministre et ministre de la Défense Richard Marles en janvier 2025. De même, les ressources

26. Robert Beckman, « [Military Exercises Involving Live Firing in the EEZ and The "Due Regard" Obligation In 1982 UNCLOS](#) », International Conference on Maritime Security in Southeast Asia, Centre for International Law, National University of Singapore, 22-23 septembre 2022.

27. Ou Western and Central Pacific Fisheries Commission, dont la France et l'Union européenne, entre autres, sont membres : <https://www.wcpfc.int/node/53889>

de phosphate auraient pu susciter des convoitises, de la Chine entre autres et vers l'île de Banaba en particulier. Cependant les Australiens ont pris un meilleur départ, depuis qu'un accord a été signé en août 2023²⁸.

*

Ces dernières nuances à propos d'investissements aux allures de gadgets pour la Chine, face à des bénéfices aussi lointains qu'incertains, ne doivent pas éclipser les motivations profondes de Xi. Elles ont trait autant aux *ressources* halieutiques (en attendant celles du sous-sol marin), qu'aux aspects *diplomatiques* (contre Taïwan ou pour des votes à l'ONU) et *géopolitiques* (afin d'assurer une continuité géographique parmi ses soutiens dans le Pacifique, d'une part, et de s'ouvrir un terrain propice aux manœuvres hybrides, d'autre part).

La cohérence et la permanence des activités de la Chine, sur le même rythme cinq ans après avoir repris pied sur les atolls, témoignent également du fort intérêt chinois pour les Kiribati, car la motivation se juge aussi à l'aune des moyens déployés. Or ceux-ci donnent l'impression de passer le seuil de crédibilité.

28. Ashima Sharma, « [With phosphate mining, the threat of displacement returns to Kiribati](#) », *Mining Technology*, 22 novembre 2023.

II. LES MOYENS DISPROPORTIONNÉS DÉPLOYÉS PAR LA CHINE SUR LES ÎLES KIRIBATI

Parmi tous les concepts théorisés, ceux d'« ingérence » et d'« interférence » sont souvent mobilisés pour évoquer les actions étrangères au-dessous du seuil critique de la lutte armée, voire du conflit ouvert. La guerre « hybride », la « paix-guerre » chère au général Beaufre¹, les *Grey Zones Tactics* (GZT) en vogue en Asie orientale s'inscrivent dans cette lignée, à quelques nuances près. « *Political warfare* » (Kennan, aux États-Unis) et « *Unrestricted warfare* » (colonels Wang et Qiao, en Chine) complètent le tableau². En l'occurrence, pour ne pas se disperser et afin de prolonger les réflexions autant de la *Revue Défense nationale*³ que de la *Revue nationale stratégique* de novembre 2022 qui a érigé l'influence au rang de « fonction stratégique », en reconnaissant notamment « la bataille de l'influence »⁴, retenons ici ce dernier vocable. Frédéric Charillon⁵ y distingue deux composantes principales qui permettront ici d'articuler la démonstration : l'aide financière (pas nécessairement incluse dans le *soft power*) et la séduction (qui peut recouvrir le *sharp power*⁶), auprès

1. Hervé Pierre, « Paix-guerre : le monde selon André Beaufre », *Inflexions*, 36 (3), 2017, p. 99-115.

2. Anthony Robertson, « [What is Grey Zone confrontation and why is it important?](#) », *The Cove*, 18 juillet 2022 ; Policy Analysis Paper, State Department Policy Planning Staff/Council, Subject: The Inauguration of Organized Political Warfare, 30 avril 1948 ; Qiao Liang, Wang Xiangsui, *Unrestricted Warfare: China's Master Plan to Destroy America*, Brattleboro, Echo Point Books & Media, 2015.

3. Sarah Mohamed-Gaillard, Benoît de Tréglodé (dir.), « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », *Revue Défense nationale*, 872, été 2024, p. 15-235.

4. SGDSN, [Revue nationale stratégique 2022](#), Paris, Premier ministre, 2022, p. 11 et p. 24, § 2.6.

5. Frédéric Charillon, « Guerres d'influence et Sharp Power en Indo-Pacifique », *Revue Défense nationale*, 852, été 2022, p. 38-42.

6. Ou diplomatie manipulatrice : Christopher Walker, Jessica Ludwig, « [The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence](#) »,

des élites autant que de la population. En amont, nous prendrons soin d'ajouter une phase souvent mésestimée, quoique cruciale.

L'HABITUEL TRAVAIL PRÉPARATOIRE DE LA CHINE

Tout déploiement de moyens, de quelque nature qu'ils soient, nécessite en amont un travail de repérage⁷. Qu'en est-il en ce qui concerne les Kiribati ? Un très rapide état de l'art académique n'a mis en lumière aucune production ou recherche en cours chinoise (au moins en anglais). L'Institut chinois dédié au Pacifique, signalé par un étudiant chinois à Suva⁸, n'a partagé aucun travail sur le pays. Enfin, il n'a été indiqué sur place que des traducteurs chinois-anglais et non pas chinois-gilbertin (langue que maîtrisait, en revanche, un des nombreux mormons croisés sur place). Néanmoins, si aucun ethnologue n'est directement employé par le gouvernement comme aux États-Unis quand il faut préparer des déploiements militaires⁹, la Chine ne néglige pas cet aspect dans la formation de ses diplomates :

I do believe, based on anecdotal experiences, that the Chinese state trains its diplomatic and intelligence officers in anthropology and sociology. It is not so much that the state employs and deploys anthropologists and sociologists, but that they have a strong force of state cadres trained in the top universities in China and overseas¹⁰.

Sur place, les équipes de Pékin pourraient profiter de relais ou réseaux locaux – diaspora, associations claniques ou culturelles, chambre du commerce, etc., mais rien de tel n'a été repéré. Il existe une très petite communauté chinoise, par exemple

Foreign Affairs, novembre 2017.

7. La maîtrise par les diplomates chinois du rôle des chefs coutumiers aux Fidji avait par exemple pu étonner, notamment s'agissant de leur mainmise sur le foncier (recherche de terrain en janvier 2024).

8. Recherche de terrain en janvier 2024.

9. Kerry B. Foshier, Eric Gauldin, « [Cultural Anthropological Practice in US Military Organizations](#) », *Oxford Research Encyclopedia of Anthropology*, 21 avril 2021.

10. Entretien en 2024 avec un ethnologue soucieux de garder l'anonymat.

des propriétaires de restaurants (tel le *Capital Restaurant*) ou des principaux lodges ou hôtels, comme le *George Hotel* ou le *Betio Lodge*, qui proposent des chambres de toute catégorie. On retrouve dans les *mwaneaba* (maisons communes) ou restaurants une population hétéroclite, à majorité occidentale, où se mêlent quelques chercheurs, ONG, coopérants, etc., mais leurs propriétaires chinois sont très intégrés à la population locale, souvent métissés, voire originaires des Fidji. Il reste cependant ces migrants les plus récents, eux aussi d'origine fidjienne : les propriétaires de l'*Ocean Family Restaurant*. Ce nom renvoie explicitement à la Zhejiang Ocean Family, une société très proche des hautes sphères du pouvoir et impliquée dans la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ou INN (cf. *infra*). Bien que dépourvu de WiFi, le restaurant est l'unique établissement climatisé ; il est situé au cœur de ce qui fait office de capitale, face au TK Plaza, seul grand immeuble qui accueillera les bureaux de la banque ANZ et de l'ambassade du Japon. Parmi les clients croisés, on a compté : deux hommes d'affaires fidjiens, deux employés de banque, une famille et un binôme semble-t-il américain – reconnaissable au polo bleu foncé frappé des lettres MCC (soit Millennium Challenge Corporation) pour la plus jeune des deux femmes. Cette ouverture de restaurant, dans un bâtiment important, à deux étages, entre le poste de police du quartier et les ministères, la présidence (*Beretitenti*) ainsi que les ambassades légèrement plus loin, s'inscrit dans les accords bilatéraux signés entre Tarawa et Pékin. Pour la Chine, ce peut être un outil judicieux, comme un ancrage au cœur même de la capitale. Le jour de l'ouverture, le 11 août 2022, Golden Ocean Seafood Fiji (détenu en partie par Shanghai Fisheries, cf. *infra*), a adressé ses meilleurs vœux dans un post Facebook, ce qui étaye l'idée de connexions entre tous ces groupes, jusqu'à la Chine continentale (de même que l'usage de « *our [...] restaurant* »).

Le travail de veille et de camp de base étant probablement assuré depuis cet avant-poste, en plus des diplomates qui écuement inlassablement le terrain, des écoles aux marchés (cf. *infra*), la Chine peut se concentrer sur les deux principaux aspects de sa politique d'« influence » selon Frédéric Charillon.

PREMIER VOLET : UNE AIDE FINANCIÈRE TRÈS CONCURRENTIELLE

La Chine, partenaire et soutien économiques de premier choix

S'agissant des domaines ciblés pour les investissements, ils prolongent les motivations chinoises déjà identifiées, sans omettre de répondre aux attentes des Kiribati.

À ce titre, la Chine a entendu les doléances en matière de transport. Aussi a-t-il été évoqué deux avions financés par la Chine, alors que Taïwan proposait des prêts en ce sens. Cependant un seul appareil aurait été reçu qui croupirait pour d'obscures raisons dans un hangar australien. L'affaire demeure à ce jour très vague et aucune source ne concorde¹¹. À terre aussi, Pékin s'enorgueillit sur Facebook de distribuer bus et camions, sachant que Betio (le port, à la pointe sud-est de Tarawa) est situé à une heure en voiture de l'aéroport, à l'extrême-est de Tarawa-Sud. De même, promis en janvier 2021, un bateau estimé à 3,57 millions de dollars a été livré en novembre 2022.

Une autre préoccupation des Kiribati a trait à l'autonomie énergétique. En plus des importations de pétrole, qui risquent de créer une dépendance (cf. *infra*), les Chinois, sitôt réinstallés, ont rapidement offert des mini-panneaux solaires à nombre de foyers. Toutefois, ce domaine reste – ou restait jusqu'à présent – la chasse gardée de la Nouvelle-Zélande. De même, la société chinoise SPIC a alimenté des hôpitaux en eau potable, ce qui constitue un enjeu crucial aux îles Kiribati à cause de l'érosion et des puits inutilisables. Ces efforts lui ont d'ailleurs valu une récompense régionale¹². L'envoi de touristes – dispensés de visa depuis octobre 2023 – doit-il aussi être vu comme une aide indirecte ? Ou bien s'agit-il d'un surplus de retraités à faire voyager ? Pas sûr en revanche que ces touristes

11. « Project ID: 92209 – Chinese Government provides AUD \$4.752 million grant for acquisition of commercial ferry », *China Aid Data*, <https://pacificaiddata.org/projects/92209/>. Pour plus de précisions : A. Dreher, A. Fuchs, B. C. Parks, A. Strange, M. J. Tierney, *Banking on Beijing: The Aims and Impacts of China's Overseas Development Program*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

12. « Small yet Smart » *International Energy Cooperation Best Practice Award*, <https://x.com/ChinaSPIC/status/1854810794443391451?t=wok6DTlM-QOuBqi-LeTn5ig&s=07>

contribuent à une meilleure connaissance du pays ou à une plus grande empathie. Toujours est-il que leur nombre a explosé depuis un an, avec plusieurs groupes de visiteurs chinois par mois.

Dernier point d'attention : sur la route de Betio, il est une société (publique) qui accroche le regard, Te Atinimarawa Company Ltd (TACL)¹³. Elle produit du sable et des graviers, juste en face du parc pour enfants construit par la Chine. Comme pour le Parlement qui a été bâti sur des polders, la montée des eaux pourrait nécessiter plus de travaux, de matériaux et d'expertises dans ce domaine. Or la Chine a recours à ces matériaux en mer de Chine du Sud, par exemple. Aussi ne serait-il pas étonnant de voir des coopérations bilatérales se développer autour de ce produit de plus en plus stratégique – même si aucun idéogramme ou logo *China Aid* n'a été aperçu sur place. En Australie, une prise de conscience commence à s'opérer pour ne pas abandonner ce secteur aux seuls Chinois¹⁴.

Investissements chinois aux Kiribati

Au-delà de ces initiatives et pistes de réflexion, qu'en est-il des montants et montages financiers (aide, prêts, investissements), sachant que les Kiribati ont tout juste intégré le Top 10 des pays les plus dépendants de l'aide internationale par habitant¹⁵ ? Les travaux du Lowy Institute s'avèrent utiles pour actualiser l'aperçu et distinguer les tendances¹⁶. Un pic dans l'aide chinoise vers les îles du Pacifique avait été atteint autour de 2016. En 2021, cette aide baissait mais comptait encore pour 6 % du total apporté aux pays insulaires. Dans le cas des Kiribati,

13. Voir le site officiel : <https://www.tacl.com.ki/>

14. Mike Copage, « [Pacific land reclamation deserves support](#) », ASPI, 30 juillet 2024.

15. Entre la Palestine et l'Ukraine. « Foreign aid received per capita », 2023 (source OCDE, 2025), <https://ourworldindata.org/grapher/foreign-aid-received-per-capita>

16. Voir Alexandre Dayant *et al.*, *Pacific Aid Map: 2024 Key Findings Report*, Sydney, Lowy Institute, 2024, p. 16, 24-25 et le site officiel : <https://pacificaid-map.lowyinstitute.org/>

seul pays où le pourcentage a augmenté (avec les îles Salomon)¹⁷, le pourcentage grimpait jusqu'à 16 %, preuve de l'intérêt porté au nouvel allié¹⁸.

Fin 2022, selon les chiffres de 2024, sur un total de projets déjà financés à hauteur de 1,3 milliard de dollars depuis 2008 (contre 1,8 promis), les donateurs (en ce qui concerne les fonds engagés depuis cette même date) se classaient ainsi :

- Australie (32 %),
- Nouvelle-Zélande (16 %),
- Japon (12 %),
- Taïwan (10 %),
- Banque mondiale (8 %) et, plus loin,
- Chine (5 %),
- États-Unis (0 %).

Toutefois, depuis la bascule vers la Chine, celle-ci est devenue la deuxième plus importante donatrice étatique. Pour la seule année 2022, le classement est le suivant :

- Australie (23 %, en baisse de 5 points de pourcentage par rapport à 2021),
- Banque asiatique du développement (23 %, en hausse de 22 points de pourcentage),
- Chine (20 %, en baisse de 10 points de pourcentage),
- Banque mondiale (11 %, en hausse de 10 points de pourcentage),
- Nouvelle-Zélande (10 %, en baisse de 22 points de pourcentage),
- Union européenne ou UE 4 % (en hausse de 3 points de pourcentage),
- Japon 3% (en hausse de 2 points de pourcentage) et
- États-Unis (0 %, 422 000 dollars, en hausse).

17. Alors que le pourcentage de Taïwan y a baissé, sans surprise.

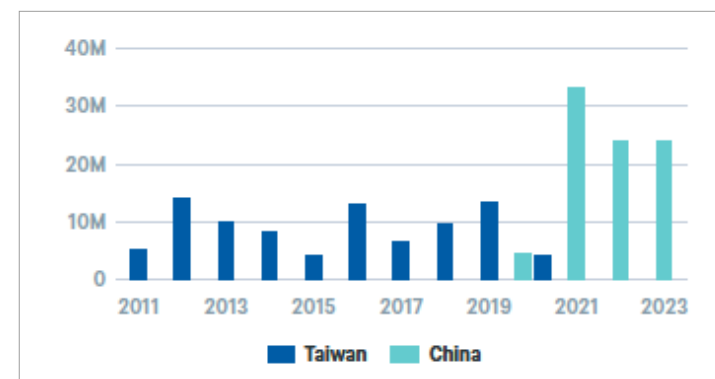
18. Emi Mifune, « Implications for the Pacific Islands and China Risks in the Sphere of Influence Competition: A Study of Palau, Kiribati, and the Solomon Islands », Japan Forum on International Relations, 1^{er} avril 2024.

S'agissant de la Chine, réputée pour son « piège de la dette », elle n'est liée par aucun projet sous forme de prêt avec les Kiribati (Official Development Assistance [ODA] et Other Official Flows [OOF]) alors qu'à titre de comparaison, un pays comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée est lié par 27 projets de ce type ; 7,9 milliards de dollars ont été promis (*committed*) mais seuls 1,9 ont été dépensés.

La vingtaine de projets chinois aux îles Kiribati se concentre à Tarawa avec, sans surprise, un focus sur la capitale Bairiki, mais aucun ne concerne l'ancienne station satellitaire.

Figure 1¹⁹

Aide publique au développement (total) de la Chine et de Taïwan vers les Kiribati (dépensée, en dollars constants, 2022)



Le graphique indique – pour les seules Kiribati – l'évolution des financements reçus depuis la bascule vers Pékin, en comparaison avec Taïwan (*Official development finance* ou ODF = ODA + OOF).

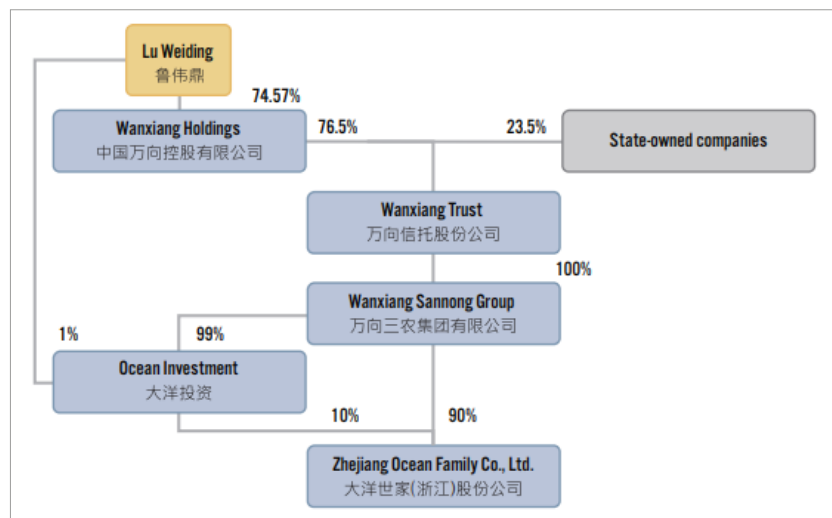
Étude de cas 1 : la pêche

Le champ prioritaire pour la Chine est incontestablement celui de l'industrie halieutique. Au-delà des bateaux aperçus dans le port

19. Tirée d'Alexandre Dayant, Riley Duke, Nasirra Ahsan, Roland Rajah, Hervé Lemahieu, [2024 Key Findings Report](#), Sydney, Lowy Institute, 2024, p. 16 (avec l'aimable autorisation d'Alexandre Dayant).

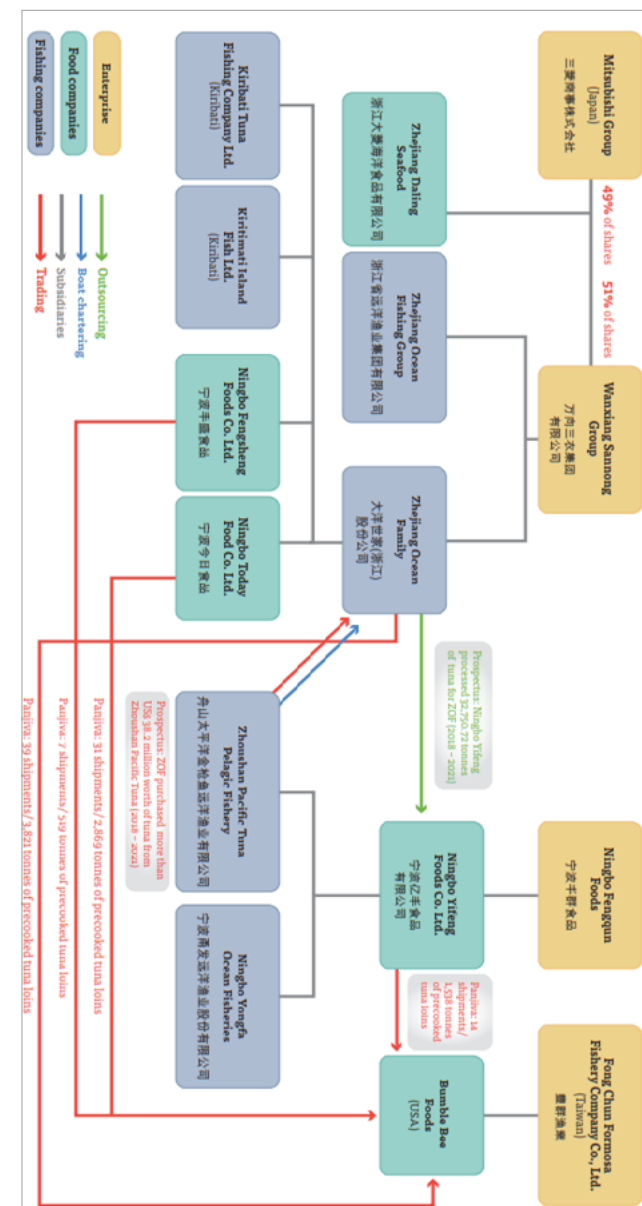
(avec pavillons et/ou noms chinois), il convient d'explorer d'une part les mécanismes juridiques qui ont permis à la Chine de se faire une place dans le monde de la pêche kiribatienne, d'autre part les conséquences. S'agissant de la connexion, tout tourne autour de Zhejiang Ocean Family (ZOF) – « Ocean Family », comme le nom du restaurant implanté à Bairiki à la suite de la bascule vers Pékin (cf. *supra*). Il apparaît une collusion avec le pouvoir à Pékin, de Tarawa jusqu'à l'île Christmas (ou Kiritimati), selon des mécanismes complexes.

ZOF is not owned by the Chinese government, but it has a close relationship with the government because of its beneficial owner and shareholding structure. Its ultimate beneficial owner is a member of China's National People's Congress, and state-owned companies still control 20% of ZOF's shares. According to its IPO prospectus, ZOF owns 22 tuna longliners that fly the Chinese or Kiribati flags and seven tuna purse seiners that fly the Chinese or Kiribati flags²⁰.

Figures 2 et 3²¹

20. Environmental Justice Foundation (EJF), *Zhejiang Ocean Family Co. Ltd and Its Fishy Business*, Londres, EJF, 2023.

21. *Ibid.*, p. 4-5 (figures reproduites avec l'aimable autorisation des auteurs).



Au sujet de ZOF, l'ONG Environmental Justice Foundation (EJF)²² a mis en lumière ses liens avec les Kiribati par le biais de deux sociétés ou *joint-ventures* : Kiribati Tuna Fishing Company Ltd et Kiritimati Island Fish Ltd.

Des précisions s'imposent. La situation de la Kiritimati Island Fish Ltd est floue ; il n'existe pas d'information en ligne et le lien est devenu depuis peu inactif ; son activité est à actualiser²³. D'après l'Atlantic Council²⁴, elle a été formée en 2018 par Ocean Family (qui détiendrait 70 % des droits de vote), Golden Ocean Fisheries (aux Fidji) et le gouvernement kiribatien.

La Kiribati Tuna Fishing Company Ltd est le fruit d'un accord conclu en 2019 entre l'Ocean Family (qui détient 51 % des parts²⁵), représentée par son manager Zeng Yue Xiang, et l'État kiribatien, représenté par le ministre. Le président a aussi participé à la cérémonie de signature, preuve de l'intérêt national et de l'espoir de développer l'industrie halieutique ces vingt prochaines années, grâce à un investissement de 100 millions de dollars²⁶. La manœuvre aurait été gérée en amont par le cabinet de conseil Poseidon²⁷. Bien que le gouvernement soit attentif sur ce point, la Kiribati Tuna Fishing Company Ltd a bénéficié d'un important prêt de 115 millions de dollars en 2021 de la part de China Eximbank, dans le cadre de la *joint-venture* ZOF-gouvernement des Kiribati²⁸.

22. *Ibid.*

23. Voir l'(ancien) site officiel : <https://www.mfmrd.gov.ki/index.php/soes/kifl>

24. William Piekos, « *Investigating China's economic coercion: The reach and role of Chinese corporate entities* », Atlantic Council, 6 novembre 2023, p. 19.

25. *Ibid.*

26. « Ocean Family signs the JV agreement with Kiribati government », Ocean Family, 26 avril 2019, http://www.zheyu.cn/en/news_more.asp?id=389&classid=8

27. Voir le site de la mission de conseil : <https://consult-poseidon.com/asp/publicproject.asp?topic=4&valueid=1792>

28. « China Eximbank provides loan for Tuna Fishing Project », *China Aid Data*, <https://china.aiddata.org/projects/96259/>

Il ne faut pas oublier non plus la Kiribati Fish Ltd (ou KFL), qui n'apparaît pas sur les figures 2 et 3²⁹ : la manœuvre est bien antérieure à la bascule diplomatique. Elle date de 2010, avec de premiers investissements à hauteur de 11 millions de dollars, notamment pour les installations initiales dès 2012. Ses bâtiments à terre sont aujourd'hui rutilants et se confondent – au moins dans les propos des interlocuteurs – avec le ministère des Pêches. Selon une étude de l'Atlantic Council (en partie sur la base du rapport précité, confirmé par des sources chinoises), KFL est détenue à 40 % par le gouvernement kiribatien, à 20 % par Shanghai Deep Sea Fishing (entreprise sous contrôle du gouvernement chinois) et à 40 % par Golden Ocean Fisheries of Fiji (dans laquelle Shanghai Fisheries, société-mère de Shanghai Deep Sea Fishing, possède 20 % des parts).

Lors d'une visite à Pékin le 1^{er} juillet, le ministre kiribatien de la Pêche et du Développement des ressources marines, qui avait déjà participé au premier China Pacific Island Nations Fisheries Cooperation Development Summit fin 2021 à Guangzhou, a signé un protocole d'accord avec deux homologues chinois : le directeur national de l'Administration océanique et le vice-ministre des Ressources naturelles. Cet accord a trait à la formation (par des agents venus de Hubei), au soutien technique, à la recherche et – question beaucoup plus sensible – à la topographie maritime³⁰. Notons enfin que le groupe Ocean Family s'affiche clairement comme agent de la Belt and Road Initiative. Dans le discours conclusif de l'assemblée générale de 2023, mais posté en 2024, son manager général Shen Zhijun accordait une attention particulière aux Kiribati : « *We will continue to actively implement the national 'One Belt, One Road' strategy, consolidate the first-mover advantage of the end of scarce resources, and steadily push forward the investment and construction of Kiribati's fisheries cooperation projects* » – avant de dérouler en détail la liste des projets en cours³¹.

29. Voir les sites officiels : <https://kiribatifishltd.com/> et <https://www.mfmrd.gov.ki/index.php/soes/kifl>

30. Mark Godfrey, « *China inks closer fishery ties with Kiribati, including deal involving controversy-plagued Ocean Family* », *SeafoodSource*, 11 juillet 2024.

31. Shen Zhijun, « Ocean Family held the 2023 Annual Meeting of Wrap-up and Recognition – To the advanced, gather strength, and start again », *Zhejiang*

En ce qui concerne les actes illégaux dans la ZEE des Kiribati et liés à ces organisations, ils sont de plusieurs types : esclavage ou travail illégal à bord de ses bâtiments et pêche au requin (voir tableau 1), et *transhipments* (voir tableau 2). À ce sujet, alors que l'ONG EJF pointe du doigt le *Yun Run 3* en 2019-2022³², il se trouve que mouillaient au large de Betio, en mai, le *Yun Run 1* et le *Yun Run 7*. Il faudrait alors vérifier les activités des autres bateaux au mouillage à Tarawa, en suivant non seulement leur AIS mais aussi les coupures du système, via les outils d'Unseenlabs (cf. *infra*).

Tableaux 1 et 2³³

Vessel name	Time frame	Authorised RFMOs	Operating areas according to AIS	Owner	Charterer	IUU fishing
XIN SHI JI A	2018 - 2020	WCPFC (High Seas of Pacific Ocean), IATTC	Kiribati, Pacific Oceans (WCPFC, IATTC)	Zhejiang Ocean Family	Kiritimati Island Fish Ltd	Shark finning; killing protected sharks; killing False Killer Whales
XIN SHI JI B	2018 - 2020	WCPFC (High Seas of Pacific Ocean), IATTC	Kiribati, Pacific Ocean (WCPFC)	Zhejiang Ocean Family	Kiritimati Island Fish Ltd	Shark finning; killing False Killer Whales
XIN SHI JI C	2019 - 2022	WCPFC (High Seas of Pacific Ocean), IATTC	Kiribati, Pacific Oceans (WCPFC, IATTC)	Zhejiang Ocean Family	Kiritimati Island Fish Ltd	N/A

Vessel name	Carrier name and encounter time
XIN SHI JI A	YUN RUN 3 – Jul 2019
XIN SHI JI B	YUN RUN 3 – Jul 2019, Sep 2019
XIN SHI JI C	YUN RUN 3 – May 2019, Sep 2019, Feb 2020, Aug 2020, Nov 2020 PING TAI RONG LENG 2 – Jul 2019 HENG HONG 5 – Mar 2022, May 2022, Aug 2022

Ocean Family Co. Ltd., 2 février 2024, http://www.zheyu.cn/en/news_more.asp?id=452&classid=8

32. EJF, *Zhejiang Ocean Family Co. Ltd and Its Fishy Business*, op. cit., p. 15.

33. *Ibid.*, p. 10 et 15 (tableaux reproduits avec l'aimable autorisation des auteurs).

Étude de cas 2 : la coopération policière

Début 2024, la Toile s'est émue des multiples coopérations policières entre la Chine et des pays de la région, dont les Kiribati. La Chine n'a pas voulu confirmer l'ouverture d'un poste sur place tout en s'émouvant des réactions américaines, excessives à ses yeux³⁴. Qu'en est-il donc réellement ? La présence de policiers chinois semble acquise, au moins depuis 2023. Leurs effectifs sont évalués à une quinzaine, voire une vingtaine d'hommes. Sur place, ils sont invisibles. À Betio, néanmoins, il existe un *lodge* dédié à la police, qui pourrait très bien accueillir des forces de soutien – à moins que ces fonctionnaires chinois ne logent dans une des deux annexes sur le site de l'ambassade. Une seule affiche sur une fenêtre du QG témoignait en chinois de la célébration du Nouvel An lunaire début 2024. Quant au poste de Bairiki, un pick-up de la police transportait à l'arrière, comme chargement, du poulet venu de Chine, avec emballage en chinois. Une chose est sûre : leur niveau d'anglais n'est pas satisfaisant ; quant à leur nombre, il paraît trop important pour effectuer seulement de la formation. En 2024, la professeure Anne-Marie Brady avertissait via les réseaux sociaux sur le rôle de ces agents dans la collecte de renseignement – alors plus électronique qu'humain étant donné leur absence d'interaction et de compétence linguistiques ? Avons-nous affaire à du traitement de data ? Pour appuyer ses propos, Mme Brady a partagé sur le réseau social X le témoignage d'un ancien agent en civil³⁵. Il est vrai que ces micro-États sont incapables de reposer sur leurs propres services de renseignement, à en croire notamment le cas des Fidji³⁶.

Pour l'heure, les comptes officiels sur les réseaux sociaux relatent divers types de coopération³⁷, avec souvent le même

34. Vidéo chinoise via <https://twitter.com/NFSCmm/status/1770491213470167082?t=rtiNYgSHWYHxUf5oI8a2EQ&s=07>, 21 mars 2024.

35. Voir le commentaire d'Anne-Marie Brady sur X, le 13 mai 2024, https://x.com/Anne_MarieBrady/status/1789967977346916786

36. Lice Movono, « *Fiji Home Affairs Minister wants a national intelligence service* », ABC, 21 mai 2024.

37. Voir le compte officiel : <https://www.facebook.com/kiribatipolice>

point de contact kiribatien ; on voit d'ailleurs sur le compte Facebook de celui-ci le départ d'une délégation de policiers des Kiribati vers le Guangdong, début 2023 – soit cinq mois après une rencontre entre Wang Yi et le président kiribatien en marge de l'Assemblée générale de l'ONU (et une interview de ce même président à l'agence Xinhua). Reuters indique que ce même officier a aussi participé à une réunion à Pékin, avec des homologues de la région, en décembre 2023 face au ministre de la Sécurité publique chinois. Dans la même dépêche reprise dans plusieurs articles³⁸, cet officier de police des Kiribati expose sa vision de la collaboration : elle correspond à une demande chinoise qui remonte à 2022, dans la mesure où il n'existe pas de station chinoise permanente (ce qu'ont tenu à indiquer les médias et officiels chinois mais ce que contredisait un post de l'ambassade en janvier qui mentionnait un « chef de la station chinoise aux Kiribati »). Elle apporte une aide dans le domaine des arts martiaux (pour lesquels l'anglais n'est pas indispensable en effet), du cyber et des data (ouvrant de fait un accès aux systèmes informatiques du pays ?).

Bien que nécessaire, le soutien financier ou matériel ne suffit pas pour exercer une influence. La séduction, qui prolonge l'idée de *soft power*, doit compléter l'approche afin de conquérir les portefeuilles et les esprits. Elle s'effectue dans un double mouvement : des élites aux populations, et inversement.

SECOND VOLET : LA SÉDUCTION, AU-DELÀ DU SEUL *SOFT POWER*

Approche *top-down*

De plus en plus, les élites et les populations de la région se lassent d'être considérées comme des pions voire d'être invisibilisés. Meg Taylor, ancienne secrétaire générale du FIP (2014-2021), résumait ainsi le sentiment général :

38. Reuters, « Chinese police working in Kiribati, officials say », *Taipei Times*, 24 février 2024.

Je trouve cela si insultant que tout à coup la région dont nous [les habitants des PICs] venons tous soit redéfinie par des acteurs qui sont de grandes puissances militaires, qui n'ont aucune considération pour les populations de la région, ni pour nos gouvernements locaux, et je trouve également insultant le manque profond de consultations³⁹.

Les Chinois l'auraient-ils entendue ou comprise ? Dans un premier temps, Pékin a précisément visé ces élites et décideurs, en espérant autant un retour direct sur investissements qu'un possible ruissellement vers des populations peu éduquées et qui placent toute leur confiance dans leurs chefs de village ou d'État. Le président en poste, Taneti Maamau, s'est rendu à Pékin en janvier 2020. L'opération séduction a parfaitement fonctionné. Il en est revenu impressionné par la réussite du modèle chinois au regard des infrastructures et du niveau de vie. Il a aussi insisté sur le caractère « très sensible sur le plan culturel » de son nouveau partenaire. Il est vrai que Xi Jinping a réaffirmé en avril 2024, à l'occasion d'une visite d'État du président des États fédérés de Micronésie, les liens austronésiens qui unissent cette région, Kiribati comprises, et le Fujian (cf. *supra*)⁴⁰ – quand bien même le berceau serait localisé davantage à Taïwan. Les élections de 2024 allaient-elles mettre à plat les efforts de Pékin en redistribuant les cartes du pouvoir ? Conformément au cadre constitutionnel kiribatien, à la croisée des schémas parlementaires et présidentiels, la réponse viendrait en deux temps. Après le scrutin législatif en août, durant lequel le rattachement partisan est toujours difficile à établir, est venu le temps en octobre de désigner le président parmi les nouveaux membres du Parlement. Le président se présentait pour un troisième – et dernier – mandat, tandis que l'opposition s'organisait autour de Tessie Lambourne, la dernière ambassadrice à Taipei, pro-Taïwan et issue du nouveau

39. Koroi Hawkins, « [Pacific needs to sit up and pay close attention to AUKUS – Dame Meg Taylor](#) », RNZ, 22 mars 2023.

40. Sur le cas de ces EFM, voir la lettre édifiante rédigée par le président sortant David Panuelo à propos du *political warfare* chinois à l'égard de son pays : Cleo Paskal, « [Micronesia's President Writes Bombshell Letter on China's 'Political Warfare'](#) », *The Diplomat*, 10 mars 2023.

(Boutokaan) Kiribati Moa Party. Les résultats ont semblé au premier abord sans appel. Alors que la répartition des sièges s'était considérablement équilibrée après la bascule vers Pékin en 2020⁴¹, avec le ralliement de quelques députés du parti majoritaire et présidentiel à l'opposition, cette dernière a fondu. Sur 45 sièges, 44 ont été soumis à élections et 33 sont revenus au TKP de Maamau ; l'opposition en a perdu 14, tombant à 8 sièges.

Le système de patronage plus que partisan, avec une prime au parti au pouvoir, a été dénoncé⁴² ; pour preuve, 14 des nouveaux députés ont préféré rallier le parti en place. Des achats de voix, en échange d'aide du gouvernement, étaient-ils facilités par Pékin ? Peut-on les compter ? À moins que Pékin ne se soit contenté de peser de façon décisive dans un second temps, puisque seuls quatre candidats peuvent être choisis parmi les parlementaires pour postuler à la présidence. Or, du fait de son avance, le parti au pouvoir n'a désigné que des membres (comme en 1978 et 2007), alors qu'il aurait pu offrir un choix plus clair à la population entre les deux chefs de file très distincts : Maamau et Lambourne. Malgré une dissidence de dernière minute, la victoire est revenue sans surprise à Maamau, pro-Pékin et rapidement félicité par Xi Jinping en personne⁴³.

Sur le terrain, la pression chinoise se caractérise par une présence de tous les instants. D'une part, il est apparu que chaque visite ministérielle auprès des administrés était précédée ou suivie d'un déplacement de l'équipe de l'ambassade chinoise, souvent avec des cadeaux ou autres signes d'amitié. On retrouve en l'espèce une version politicienne du *shadowing* (ou escorte) naval, pour marquer au plus près les acteurs qui comptent. D'autre part, la pression chinoise se retrouve sur le terrain parlementaire. Le doute a surgi lors de l'ajournement d'une session parlementaire et le refus du Speaker de procéder au vote d'une

41. Dominique Barbe, *Histoire du Pacifique, des origines à nos jours*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2008, p. 50.

42. Alastair McCready, « [Kiribati votes in key election after years of turbulence](#) », *Al Jazeera*, 14 août 2024.

43. « [Xi congratulates Taneti Maamau on re-election as Kiribati's president](#) », Xinhua News, 28 octobre 2024.

motion de censure contre le nouveau gouvernement pro-Pékin de Taneti Maamau en octobre-novembre 2019. Ces manœuvres opaques, malgré des décisions juridictionnelles contraires, se sont déroulées en présence de diplomates chinois qui gravitaient au plus près des lieux de décision parlementaires. À cette période, le parti au pouvoir (TKB) avait dû faire face à plusieurs défections, dont son président, à cause du choix de bascule vers la RPC de Taneti Maamau. Un parti sécessionniste, le susmentionné (Boutokaan) Kiribati Moa Party (BKM ou KMP ; *Moa* peut se traduire par « en premier »), avait alors fait bouger la majorité parlementaire, mettant en péril le projet diplomatique présidentiel⁴⁴. La crainte d'une motion s'est définitivement éloignée avec les élections de 2020 qui ont redonné au président une claire majorité au Parlement – ce qui explique les nécessaires démarches après de la population et des électeurs, en parallèle (cf. *infra*). La même pression s'est enfin exercée au plus près de l'équipe présidentielle. Des diplomates de l'époque ont expliqué comment le président n'avait écouté que ses proches conseillers, tout en ignorant les avertissements des diplomates de métier, en amont de la bascule vers Pékin. Par ailleurs, quelques années plus tôt, dès 2010, de façon inattendue et zélée, bien que sans aucune relation diplomatique avec *Beretitenti* (la présidence), Pékin avait joué la carte environnementaliste en participant à la Tarawa Climate Change Conference à Kiribati et en étant l'un des douze signataires de la déclaration d'Ambo (situé à Tarawa) sur le changement climatique.

Au niveau inférieur, des parlementaires ont été invités à Pékin avant la bascule officielle, pour préparer le terrain. La Chine a ensuite assuré le suivi, à l'échelle partisane, entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Tobwaan Kiribati Party (TKP), en contournant l'obstacle de la distance par le biais de visio-conférences, comme en 2020⁴⁵. Une visite impromptue du Parlement a égale-

44. Eva Wagner, « [Kiribati - General Elections](#) », KAS, 19 juin 2020.

45. « Guo Yezhou Has a Video Call with TKP President », *International Department Central Committee of CPC*, 29 septembre 2020, https://www.idcpc.org.cn/english/news/202009/t20200930_140240.html

ment permis de voir dans la salle des archives et de la bibliothèque une étagère entière d'ouvrages chinois traduits en anglais ainsi que de livres mettant en valeur la réussite chinoise.

Par ailleurs, des voitures de petite taille avec des autocollants portant des idéogrammes ont été remarquées tout autour des ministères. Faut-il y voir une aide à la mobilité du personnel gouvernemental ou des cadeaux de la Chine à des conseillers ou de hauts fonctionnaires, comme évoqué au hasard d'entretiens informels ? Cette observation fait écho aux remarques d'une ancienne ambassadrice à Taïwan et d'un journaliste d'investigation local qui évoquaient, taquins, de nouvelles voitures et citernes soudainement apparues dans les rues de Tarawa, alors que se profilaient les élections de 2024. Certes, un émissaire de la sphère onusienne en charge de la lutte contre la corruption se félicitait de la situation sur place, du poids de l'opposition et du recours malin aux réseaux sociaux pour, entre autres, surveiller d'éventuelles relations trop personnelles et trop compromettantes. D'autres soulignaient le contrôle attentif de la société dans son ensemble⁴⁶. Cependant, à en croire un homme d'affaires en négociation avec le gouvernement et au regard notamment de ce qui a été constaté dans les îles Salomon, la corruption en général et l'achat de voix en particulier demeurent des sources de vulnérabilité. « Sans être à grande échelle (sauf dans les pêcheries), la corruption est un problème » : les Kiribati pointent au 122^e rang mondial en matière de résilience, 13^e sur 14 dans le Pacifique⁴⁷. Dans le Pacifique, en général, la corruption demeure le levier favori de Pékin.

46. Voir aussi : UNODC Southeast Asia & the Pacific, *UNODC Strengthens Anti-Corruption Efforts in Kiribati with Week-Long Engagement*, 28 novembre 2023.

47. Global Initiative against Transnational Organized Crime, « Kiribati », *op. cit.* Pour l'heure, l'ONG spécialisée Transparency International ne travaille pas sur les Kiribati.

Approche bottom-up

En parallèle, la Chine opère par le bas, en espérant mettre la pression vers le haut – sachant que les Kiribati obtiennent (quasi) le même score que la France au *Freedom Democracy Index* (90, soit un point de mieux que la France). Ce régime mixte parlementaire-présidentiel ne relève donc pas des *defective* ou *illiberal democracies* du politologue Wolfgang Merkel⁴⁸. Le peuple veille à avoir voix au chapitre, tout en demeurant influençable car peu éduqué. Pékin pourrait donc avoir tout loisir de cibler par exemple la circonscription de Banaba, riche en phosphate. Peuplée de seulement trois cents habitants, elle dispose à elle seule d'un siège au Parlement, où les majorités sont parfois fragiles (cf. *supra*). Pour rallier les masses, l'ambassade sort tout l'attirail déjà repéré dans d'autres pays, à l'exception de l'institut Confucius, encore absent. À défaut, elle propose des activités dans les écoles à propos de la Chine et des initiations au mandarin⁴⁹ ; elle offre des livres, comme ceux aperçus dans des écoles visitées, ainsi que des bourses pour étudier à l'étranger. À ce sujet, il semble que les Kiribati fixent le nombre et que la RPC réponde ensuite aux besoins – et même au-delà : pour soigner au mieux les expatriés universitaires, elle veille à ce que les Kiribatiens puissent suivre leur culte en Chine. En effet, les Églises constituent la porte d'entrée principale pour comprendre le fonctionnement du micro-État, en écho aux quasi-théocraties mises en place par les missionnaires au début du XIX^e siècle, avant la colonisation *stricto sensu*⁵⁰. Ce sont elles qui ont fait main basse sur les cœurs et les esprits. Sans surprise, l'ambassade de Chine finance certaines de ces organisations culturelles. Les ONG aussi profitent de cette manne, en

48. Wolfgang Merkel, « Embedded and defective democracies », *Democratization*, 11 (5), 2007, p. 33-58.

49. Chinese Education Team in Kiribati, Facebook, 14 mai 2024, https://www.facebook.com/groups/1328277200852703/?multi_permalink=2149130088767406&ref=share (bilingue anglais-gilbertin).

50. Dominique Barbe, *Histoire du Pacifique, des origines à nos jours*, *op. cit.*, p. 220-225.

n'hésitant pas à quêter de tous côtés. C'est entre autres le cas des scouts, mais aussi de Tungaru Youth Action, dirigée par la dynamique Baniti Semilota. Cette dernière, identifiée comme *young leader*, a pu être vue auprès de partenaires aussi bien multilatéraux (COP 28, UNICEF, UNESCO), régionaux (Pacific Islands Development Program ou PIDP), qu'occidentaux ou chinois – en l'espèce pour l'organisation de la première Kiribati Youth Leaders Conference en août 2023⁵¹. Enfin, le navire-hôpital *Arche de la Paix* a effectué une escale de sept jours à Tarawa en juillet 2023. Même si un officier américain l'avait vu à l'œuvre aux îles Salomon et avait été surpris par le peu de professionnalisme et d'entrain de l'équipage, l'effort demeure. Il a été suivi par une aide médicale de l'équipe locale, aux Kiribati, avec un compte Facebook dédié. Dans le futur, il se pourrait que la prochaine étape soit sportive, comme aux îles Salomon, tant le National Stadium est dans un état de délabrement total alors que la population se montre prompte à s'adonner aux activités physiques⁵². En fin de journée, les jeunes se répartissent volontiers entre terrains (improvisés) de volley et de football. Face à ce déploiement de moyens, les jeux sont-ils irrémédiablement faits ?

FAIBLESSES ET LIMITES DES MOYENS DÉPLOYÉS : LE MYTHE DU BULLDOZER CHINOIS ?

Si les démarches chinoises précitées permettent de gagner les cœurs, qu'en est-il des esprits – en particulier de ceux qui décident ? À travers ces exemples et pour paraphraser Bertrand Badie qui évoquait le « polyamour » dans le cadre de la fin des alignements, le flirt diplomatique avec la Chine se confirme, voire s'accroît, sans que les Kiribati se lient irrémédiablement pour autant. Elles resteraient ainsi fidèles à l'idée d'« union

51. Voir le compte officiel : <https://www.facebook.com/tungaruyouthaction>

52. Cette diplomatie sportive est inscrite à l'agenda régional et méritera une attention de plus en plus soutenue : Andrew Horton, « *Sports diplomacy: a potent weapon in the Pacific against China's coercive grasp* », *The Strategist*, 4 septembre 2024.

libre » développée par le professeur de Sciences Po⁵³. Piochés sur le compte Facebook de l'ambassade de Chine, les commentaires ne sont en effet pas toujours dupes. Parmi ceux qui likent, on remarque peu voire aucun des acteurs les plus influents du pays, à l'exception de quelques policiers et de l'ambassadeur kiribatien à Pékin. De plus, malgré l'expérience potentiellement acquise au plus profond de l'Afrique, la Chine a encore du mal avec l'expatriation en général, et l'expatriation lointaine *a fortiori*. Le cas de ce Chinois aperçu à l'aéroport, perdu dans ses papiers, ses visas et incapable de prononcer le moindre mot en anglais est symptomatique. Et « ils sont très nombreux comme ça », indiquait d'un air complice l'employé des douanes. Pour ne rien arranger, la RPC ne peut pas profiter des mêmes relais logistiques ou d'information qu'ailleurs, du fait d'une diaspora quasi inexistante – ou trop assimilée. Au-delà des seuls postes avancés comme autour de l'*Ocean Family Restaurant*, le travail de conquête ou de connexion doit s'approfondir en amont, idéalement auprès des élites. Il faudra aussi surveiller la qualité du travail fourni à moyen terme, comme dans de très nombreux autres pays où le réveil a parfois été brutal au lendemain du rêve chinois. Ainsi en a-t-il été au Vanuatu après le tremblement de terre fin 2024, une fois les bâtiments fabriqués par la Chine à terre.

Autre sujet plus préoccupant pour la Chine, à court terme : elle n'échapperait pas aux accusations de néocolonialisme. Sa façon de systématiquement effacer les images et traces du passé, qu'il soit récent (bâtiments construits par Taïwan) ou plus ancien, et toujours au profit de ses propres réalisations, commence à contrarier les Kiribatiens. De plus, l'image de son ambassadeur descendant de l'avion puis marchant sur les dos de personnes étendues sur le sol ne résiste pas à la trop fragile justification ethnoculturelle. La tradition ne connaît-elle pas parfois des limites ?

53. Bertrand Badie, *L'art de la paix*, Paris, Flammarion, 2024, p. 120 ; Bertrand Badie (entretien), « Trump est le Poutine américain », *Alternatives économiques*, 15 mars 2025.

Image 1

Arrivée de l'ambassadeur chinois à Tarawa en 2020⁵⁴.

Par ailleurs, le peuple kiribatien ne baisse pas totalement la garde, il veille. Certes, les médias sont essentiellement entre les mains du pouvoir ; ils figurent à la 9^e place sur 12 au classement de la liberté de la presse des pays du Pacifique⁵⁵. De plus, l'essentiel des électeurs demeure docile et s'en remet au choix des anciens. C'est là l'un de ses principaux avantages pour d'éventuelles manœuvres de désinformation : l'absence supposée de quatrième pouvoir. Toutefois, ce serait mésestimer les Kiribatiens que croire qu'ils prennent pour argent comptant ce qui est annoncé.

En témoigne une affaire qui a ému quelques Kiribatiens : le renvoi du juge David Lambourne, né en Australie avant de vivre trente ans aux Kiribati. Le peuple n'a-t-il fait que suivre

54. Vidéo disponible : « Chinese ambassador's welcome in Kiribati sparks debate – Walks across backs of locals », WION, 20 août 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=SLI-28FMUIo>

55. Essentiellement à cause de l'autocensure ; voir Internews, *Pacific Islands Media Freedom Index 2023*, Pacific Freedom Forum, 2024, p. 36. Pour nuancer, il est important de noter qu'en 2024, Freedom House a accordé un « 4/4 » aux Kiribati en matière d'indépendance des médias, <https://freedomhouse.org/country/kiribati/freedom-world/2024>

l'affaire de loin, sans chercher à se faire sa propre opinion ? Il est en réalité apparu que le juge aurait été non seulement trop critique à propos du gouvernement en place, des médias sous tutelle et du rapprochement avec la Chine, mais aussi, facteur aggravant, marié à la chef de file de l'opposition précitée : Tessie Lambourne, ex-ambassadrice à Taïwan. Fallait-il alors y voir (indirectement) l'emprise de Pékin⁵⁶ ?

Toujours est-il que dans cette affaire comme dans d'autres, même sans de multiples organes de presse référencés ou enregistrés, tout se sait dans un tel micro-État, où les familles et amis communiquent, encore plus dans la promiscuité des villages à Tarawa. De plus, ils sont assez nombreux à avoir suivi des masters, voire des doctorats, en Australie et Nouvelle-Zélande (Aotearoa) – en attendant la montée en puissance des États-Unis si les bourses d'études sont maintenues –, pour informer les cellules familiales ou villageoises, avant que l'affaire ne s'ébruite. À cet égard, l'initiative Possibility Network de Tearinaki Patiale Tanielu, pour centraliser et diffuser les offres de bourses d'études, souvent vers l'Occident, mérite d'être soulignée.

Ensuite, au-delà de la victoire du camp pro-Chine lors des élections et des nombreux obstacles sur le parcours politique de Mme Lambourne, un autre regard est possible. Prenons le cas de Ruth Cross Kwansing⁵⁷. Cette femme très dynamique, investie dans nombre d'associations, excessivement pieuse, féministe, environnementaliste, connectée aux organisations internationales et aux universités occidentales, a décidé de se présenter aux élections ; elle a gagné et a finalement rallié le camp du président sortant⁵⁸. Mieux : elle a été nommée ministre (dans l'ordre) « des Femmes, des Jeunes, du Sport et des Affaires sociales ».

56. AFP, « Kiribati Votes to Remove Australian Judge », *Barron's*, 25 avril 2024 ; voir aussi les tweets d'Anne-Marie Brady du 16 mai 2024, https://x.com/Anne_MarieBrady/status/1790998965628055960?t=qbOW05UdSzDC-4PGRbcm7g&s=07

57. Rencontrée et suivie un après-midi sur le terrain, avant les élections, à Tarawa-Sud, le 28 mai 2024.

58. Don Wiseman, « *Diplomatic switch from Taiwan to China 'a positive outcome', first-time Kiribati MP says* », RNZ, 23 août 2023 ; Don Wiseman,

Impossible d'y voir un relais de la Chine : elle a affirmé sur ses réseaux sociaux vouloir travailler à la défense de la souveraineté du pays et avec la communauté internationale. Aussi incarne-t-elle le pragmatisme des Kiribatiens, non seulement satisfaits de prendre les financements là où ils se trouvent et de faire monter les enchères, mais aussi pour savoir où aller, auprès de qui, afin de mieux peser. Comme elle l'avait confié, rejoindre le parti au pouvoir lui permet d'agir efficacement. Son choix relève donc moins de l'idéologie que du réalisme. À l'image du fonctionnaire du Parlement également rencontré et qui notait l'absence d'emprunts compromettants à l'égard de Pékin, des personnes haut placées restent lucides et en mesure de sonner l'alarme en cas de dérapages néocolonialistes ou diplomatico-financiers de la part de la Chine.

Enfin, en guise de signal rassurant pour prévenir une éventuelle dérive autoritaire ou sans contrôle sous la seule égide chinoise, rappelons qu'aucun coup d'État, coup de pression policier ou coup de force n'est venu agiter la jeune histoire constitutionnelle du pays. Faut-il y voir un prolongement de la règle du consensus, en vigueur dans les chefferies des îles et héritage austronésien (en écho au *mufakat* malais) ? De même, une loi a été récemment adoptée en vue de protéger les données personnelles. C'est là une autre illustration des préoccupations profondes du pays, à l'heure où la « bataille pour les données » (de toutes natures avec la montée en puissance de l'intelligence artificielle en Chine comme ailleurs) s'ajoute à l'habituelle « bataille du discours⁵⁹ ».

*

En résumé, la Chine a déployé sur les atolls kiribatiens le même arsenal que celui aperçu ailleurs, le long de la Belt and Road Initiative : investissements, aide au développement et corruption, en plus de manœuvres de séduction, voire de pression,

« 'Personal revelation': Newcomer Kiribati MP throws support behind Taneti Maamau », RNZ, 30 août 2024.

59. Lydia Lewis, « Kiribati's first-of-its-kind Data Protection Bill passes first reading », RNZ, 2 avril 2025.

aussi bien à l'attention des classes dirigeantes que des populations entassées à Tarawa ou dispersées autour des autres lagons, souvent en période d'élections, comme en 2019-2020 ainsi qu'en 2024. Cependant, les réserves évoquées à propos des moyens déployés semblent plus solides que celles relatives aux intérêts chinois. En effet, la Chine pourrait ne pas échapper aux accusations de néocolonialisme car les Kiribatiens se révèlent assez lucides et une élite parfaitement éduquée veille. Tôt ou tard, les exemples du Vanuatu ou d'ailleurs, à propos de la médiocre qualité des infrastructures chinoises, pourraient donc alerter les dirigeants – à condition qu'il ne soit pas trop tard et que ces derniers acceptent encore la controverse.

Pour l'heure, si les moyens chinois investis suffisent, au moins à court terme, la question des opportunités s'avère quant à elle plus ouverte.

III. LES OPPORTUNITÉS INCERTAINES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE CHINOISE

Les *motivations* chinoises s'inscrivent dans une logique géopolitique – d'abord côtière, régionale depuis les années 1990 et maintenant supra-régionale, à l'échelle de ce que Buzan appellerait un « super complexe de sécurité¹ » ; les *moyens* existent, même si l'idée récurrente d'un rouleau-compresseur militaro-économique est trompeuse ; restent les *opportunités*, ce que maîtrise le moins Pékin et là où, dans le long terme, le bât peut blesser. À première vue, la RPC bénéficie d'une double fenêtre de tir, liée d'une part aux facteurs propres aux Kiribati (leur immensité, leur dépendance commerciale et leurs défis logistiques), d'autre part au contexte régional (en l'occurrence la faiblesse de la concurrence diplomatique). Toutefois, non seulement les rivaux se réveillent peu à peu, mais une « troisième voie » se dessine aussi pour les micronésiennes Kiribati.

VULNÉRABILITÉS ET APPELS SUBSÉQUENTS DES ÎLES KIRIBATI

Immensité

Le facteur le plus évident est lié à l'immensité du pays (12^e ZEE au monde, juste derrière le Brésil²) conjugué à des moyens inexistants. Le pays qui ne dispose d'aucune force armée, est doté de deux bateaux de patrouille de police de la classe Guardian (39,5 m) : le RKS *Teanoai II-301* (en remplacement du *Teanoai*, 31 m) et le RKS *Tobwaan Mainiku* qui est venu s'ajouter en juillet 2024 dans le cadre du Pacific Patrol Boat Replacement

1. Barry Buzan, « [Asia: A Geopolitical Reconfiguration](#) », *Politique étrangère*, juin 2012.

2. Geoffrey Migiro, « [Countries with the Largest Exclusive Economic Zones](#) », *World Atlas*, 22 juin 2018.

Project australien³ – il faut alors imaginer deux voitures de police patrouillant un territoire presque aussi grand que l'Iran et le Mexique réunis. De plus, malgré les mythes et les anciennes migrations lointaines, par voie maritime et grâce aux étoiles, la tradition maritime ne frappe pas immédiatement le visiteur (pêche au filet aux abords des plages, aucune navigation, même à l'intérieur du lagon, etc.).

Dans ce contexte, la Chine peut laisser libre cours à ses activités. En attendant très prochainement ses garde-côtes, fer de lance de ses GZT en mer de Chine et depuis peu enregistrés pour le Pacifique⁴, elle déploie ses navires de recherche. Est-ce pour préparer les missions susmentionnées de ses sous-marins ou de ses flottes de pêche⁵ ? Le gouvernement kiribatien s'efforce de contrôler ces dernières, par exemple en plaçant des inspecteurs à bord, mais les *transhipments* (transbordements) au large restent possibles et les coupures d'AIS demeurent trop compliquées ou trop onéreuses à surveiller.

China's Kiribati fishing – This used to be one of the world's great marine reserves – Kiribati's Phoenix Islands. But they have let Chinese tuna longliners in and as [a] Global Fishing Watch chart shows, in February China are hitting it hard. GFW software only allows 10 boats to be tracked at a time – there are more [Commentaire du journaliste Michael Field (29 février 2024)]⁶.

3. « [New patrol boat handed over to Kiribati Police Service](#) », *Baird maritime*, 16 juillet 2024.

4. Hypothèse développée par Alfred Oehlers, « [Pacific Shipriders on China Coast Guard vessels?](#) », LinkedIn, 18 février 2024, puis confirmée par l'inscription de 26 bâtiments chinois dédiés à la Western and Central Pacific Fisheries Commission Area (soit 20 % du globe) : Anne-Marie Brady, « [Facing up to China's Hybrid Warfare in the Pacific](#) », *The Diplomat*, 4 juin 2024.

5. Mark Godfrey, « [China sends fisheries research ship to West Pacific as Guam raises tuna worries](#) », *Supply & Trade*, 21 juillet 2021 ; Xinhua, « [Chinese research vessel returns from expedition in western Pacific](#) », *China.org.cn*, 21 avril 2022 ; « [A Survey of Marine Research Vessels in the Indo-Pacific](#) », AMTI-CSIS, 16 avril 2020 ; Christopher Sharman, Terry Hess, « China Maritime Report No. 34: PLAN Submarine Training in the 'New Era' », *CMSI China Maritime Reports*, US Naval War College, 10 janvier 2024.

6. Avec l'autorisation de l'auteur. Compte de l'agence d'information Pacific News : <https://www.facebook.com/groups/Pacificnewsroom/>

Dépendance commerciale voire fiscale

Les exportations chinoises vers les Kiribati ont augmenté de 11,7 % par an depuis 1995, pour atteindre 42,6 millions de dollars en 2022 – contre des exportations des Kiribati vers Pékin évaluées à... 330 dollars (100 % de pesticides). À titre de comparaison, la tendance était certes de +23,8 % vers les îles Salomon et de +16 % vers le Vanuatu, mais seulement de +6,46 % à destination des Fidji. Les chiffres actualisés manquent pour apprécier l'impact commercial de la bascule diplomatique, mais Pékin aurait été la deuxième source d'importations en 2022, puis la première en 2023 (37,7 millions de dollars) devant – dans l'ordre – l'Australie (31,6 millions), les Fidji (24 millions), le Japon (11,5 millions) et la Nouvelle-Zélande (9,46 millions). À noter que pour les exportations kiribatienues, la Chine ne pesait en 2023 que 0,029 % du total, très loin derrière les premières destinations : Thaïlande, Japon, Philippines et Émirats arabes unis. Bien que le total des exportations des Kiribati vers la Chine ait grimpé en 2023 à 24 200 dollars, contre une baisse des importations depuis la RPC à hauteur d'environ 5 millions de dollars, le déséquilibre vaut donc surtout pour les importations et les possibles contreparties autres que strictement commerciales⁷. Pour ne rien arranger en matière de dépendance commerciale vis-à-vis de la Chine, rappelons que 70 % des revenus fiscaux du pays viennent de la pêche au thon (licences, etc.)⁸ ; on l'a vu, c'est un domaine dans lequel la Chine est très présente.

Fragilités et appels diplomatiques

À l'image de leur position géographique, presque « aussi isolé[s] qu'un naufragé sur un radeau au milieu de l'océan », les Kiribatienues scrutent l'horizon en quête de partenaires et envoient

permalink/1510078209579010/?mibextid=xfxF2i et voir le site officiel de l'ONG : <https://globalfishingwatch.org>

7. Voir <https://oec.world/en/profile/country/kir> ; <https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/kir> et, en complément : <https://pacificaidmap.lowyinstitute.org/>

8. William Piekos, « Investigating China's economic coercion », *op. cit.*

des signaux sous forme de documents officiels. Le jour de la fête nationale, le 12 juillet 2024, le ministère des Affaires étrangères a publié un texte de référence visant notamment à « déconstruire les éléments colonialistes qui entravent la mise en place d'un développement durable ». De ce travail complètement souverain et jamais délégué, il découle que les partenariats doivent être particulièrement adaptés aux besoins spécifiques et océaniques des Kiribati ; reconnaître la place centrale des Kiribati dans l'océan Pacifique en tant que BOSS (Big Ocean Sustainable State) et non plus SIDS (Small Island Developing State) ; prendre en compte le savoir-faire et l'expérience des habitants (leur résilience).

À ces lignes de conduite, s'ajoutent, par exemple, d'une part, la vision des Kiribati à vingt ans (*Kiribati 20-year Vision* ou KV20) pour la période 2016-2036⁹, à laquelle le document précédent fait directement référence ; ce premier plan à long terme a pu être engagé sous la même administration que celle actuelle ; d'autre part, la feuille de route dans le cadre du septième objectif du développement durable, en partenariat avec l'UN ESCAP (United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific)¹⁰.

Les réactions ou retours ont été de différente nature, car la famille et la solidarité pacifiques, on l'a vu, peuvent connaître des temps faibles, quand la rotation grippe au moment de transmettre la présidence tournante aux Micronésiens. Même à l'échelle sous-régionale, le doute plane puisque si les Kiribati sont arrimées au bloc micronésien, certaines îles Gilbert mouillent à quelques encablures de la sphère mélanésienne, tandis que les îles de la Ligne, voire Phoenix, flirtent avec le monde polynésien¹¹.

9. Voir le site officiel : <https://www.president.gov.ki/resources/kiribati-20-year-vision-kv20.html>

10. Voir le site officiel : <https://www.mise.gov.ki/index.php/about-us/newsroom/151-launching-of-sdg-7-road-map-for-kiribati>

11. Voir Gerard Ward, « Polynésie : divisions et identités », Actes du colloque tenu à l'ambassade d'Australie à Paris 29-30 mai 1997, *Îles et Archipels*, 26, p. 21-34 ; Serge Tcherkézoff, *Polynésie/Mélanésie - L'invention française des « races » et des régions de l'Océanie (XVI^e-XX^e siècles)*, Pirae, Au vent des îles, 2009.

Carte 5

Sphères culturelles dans l'océan Pacifique



© <https://comersis.com/>, 2023.

Quant à l'échelle du voisinage, les relations sont tout aussi compliquées, tout d'abord pour des raisons historiques. Juste après la Seconde Guerre mondiale, une minorité kiribatienne, les Banabans, s'est en effet réfugiée aux Fidji, en lutte contre le colonisateur, tandis que les Kiribati étaient vues comme très ou trop coopératives avec le Royaume-Uni. Depuis, ces Banabans, au nombre d'environ 6 000 à Rabi, aux Fidji, demeurent un facteur à prendre en compte pour Tarawa ; ils sont représentés au Parlement par un député désigné, non élu et au pouvoir législatif limité. En outre, les Fidji sont accusées de ne pas partager les subsides accordés à l'University of South Pacific. Le campus de Lautala, à Suva, ne serait pas partageur, ce qui fait enrager celui de Tarawa.

Finalement, c'est la Chine qui a su ne pas (trop) chausser les bottes du néocolonialisme et offrir un groupe de pays partenaires plus consistant que celui de Taïwan, pour ne pas ajouter de l'isolement à l'isolement. Mieux : la bascule vers la Chine aurait enclenché un cercle vertueux et, plus précisément, suscité des surenchères « alors qu'avant tout le monde nous ignorait superbement », entend-on au fil des entretiens¹². Par ailleurs, de façon plus surprenante, la Chine a aussi profité des demandes de soutien des Kiribati au moment de peser dans les négociations pour le climat : Pékin a su jouer de cette corde sensible et de l'état d'esprit de l'heure pour mieux tirer les ficelles du micro-État (cf. *supra*).

Défis logistiques

La connectivité à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de la Micronésie est une préoccupation croissante dans la sous-région¹³. Le pays trois fois archipélagique, en l'espèce, se montre de plus en

12. À ce sujet, voir : Anne-Marie Schleich, « Geopolitical tug of war – An opportunity for Pacific Islands nations », *Think China*, 4 décembre 2023.

13. Joe Taitano II, « [Leaders: Micronesian travel is 'among the most expensive in the world'](#) », *Pacific Daily News*, 6 juin 2024 ; Matsuki Hirayama, « [Regional leaders highlight air transportation challenge in 26th Micronesian Islands Forum](#) », *Kuam News*, 3 juin 2024.

plus las de n'être relié aux pays limitrophes que par des compagnies étrangères : Nauru Airlines via l'État de Nauru, lui-même connecté à Brisbane, et Fiji Airways, qui relie Tarawa (Bonriki ou TRW) à Nadi et l'île Christmas (CXI, et non XCH en Australie) à Honolulu. À l'échelle domestique aussi, le gouvernement kiribatien rêve de meilleures connexions, notamment jusqu'à l'île Christmas, distante de Tarawa de 3 268 kilomètres. Aux Kiribati également « la tyrannie des distances » opère et, selon les témoignages entendus, la piste d'atterrissage sur l'île de Kanton permettrait aux petits avions d'Air Kiribati de se ravitailler et de pousser leurs vols plus à l'est. Cette piste faciliterait la connexion avec Hawaï et l'acheminement de visiteurs dans les îles de la Ligne, dont l'île Christmas. La Chine a entendu les doléances et offert non seulement des bateaux de transport, mais aussi un avion tout en proposant de remettre en état la piste de Kanton, comme en témoigne une mission d'étude en mars 2023. En l'espèce, à la crainte de voir la Chine faire main basse sur cette infrastructure duale, à 2 161 kilomètres du quartier général de l'INDOPACOM (cf. *supra*), Américains et Australiens ont répliqué par une autre offre en vue de rénover piste et jetée, déjà très utiles pendant la guerre du Pacifique puis pour les avions de la Panam¹⁴. Voilà un autre exemple de surenchère tardive mais bénéfique aux Kiribatiens. Pour l'heure, aucun chantier majeur ne semble réellement enclenché.

POINTS FAIBLES INITIAUX DES AUTRES DIPLOMATIES DANS LEURS DÉMARCHES VERS LES KIRIBATI

Bien qu'il s'agisse de cibler ici l'acteur chinois, force est de constater qu'il a aussi bénéficié des faiblesses occidentales. Dans son ambition de retour en force dans le Pacifique, dont les îliens ne sont pas dupes, au regard des commentaires qui accompagnent les articles pro-américains postés sur LinkedIn ou Facebook, Washington a prévu d'ouvrir une ambassade. Cependant les démarches tardent et Donald Trump

14. Reuters, « [Kiribati atoll gets US wharf as China eyes airport](#) », *The Straits Times*, 26 octobre 2023.

est entre-temps passé par là. Déjà par le passé, les États-Unis avaient agacé le pouvoir en place en imposant un moratoire sur la pêche autour des îles Phoenix, mais sans compensations. Le Japon, de son côté, traîne comme un boulet diplomatique non seulement le souvenir de la guerre du Pacifique, dont les bunkers et canons¹⁵ de Tarawa gardent les stigmates, mais aussi la pollution nucléaire dans les eaux du Pacifique depuis l'accident de Fukushima. Quant aux Australiens, leur projet de Pacific Engagement Visa (PEV) n'a pas reçu un écho très favorable de la part du pouvoir en place¹⁶. Pour ne rien arranger, toutes les initiatives sur les valeurs ou principes chers à l'Occident (droit des femmes, olympisme et même protection de l'environnement) ne trouvent peut-être pas leur public au sein de populations davantage préoccupées par leur survie au jour le jour. De façon générale, le spectre du néocolonialisme occidental plane sans cesse sur les atolls du Pacifique. Il est un marchepied solide à toutes les initiatives chinoises – à condition de ne pas connaître les dérives colonialistes de Pékin au Xinjiang et au Tibet, susceptibles de dissuader d'éventuels soutiens kiribatien. Le faible niveau de l'éducation a souvent été mentionné pour expliquer le terrain propice aux initiatives de Pékin, souvent plus clinquantes ; cette conscience politique est difficile à estimer. Seules indications : le taux d'alphabétisation s'élevait à 97,96 % en 2018, chez des adultes à 42 % ruraux ; quant au taux d'accès au secondaire, cette même année, il était de 93,24 %¹⁷.

15. Dont certains acheminés depuis Singapour, d'où ils furent enlevés.

16. Voir le tweet du journaliste Stephen Dziedzic, 12 avril 2024, <https://twitter.com/stephendziedzic/status/1778565633363550369?cn=Zmxle-GlibGVfcmVjcw%3D%3D&refsrc=email> ; voir aussi : Akka Rimon, « *Why Kiribati should say yes to the Pacific Engagement Visa* », *Devpolicy blog*, 24 septembre 2024.

17. Voir *Kiribati Economic Indicators*, The Global Economy (sources : World Bank et UNESCO).

FAIBLESSES ET LIMITES DES OPPORTUNITÉS CHINOISES : UNE CONCURRENCE PLUS FORTE QUE PRÉVU À ATTENDRE ?

À la différence des deux précédentes parties, les limites pour la Chine paraissent plus prégnantes autour de ce troisième pilier des études comportementales. Les raisons sont multiples.

Vers l'émergence de réticences locales

À court terme, il s'avère que la population commence à prendre de plus en plus conscience des conséquences du réchauffement de la planète, sachant que le temps géologique des Kiribati n'est pas le nôtre, ni le sentiment de survie.

Aux alentours de l'ère chrétienne [...], les îles aujourd'hui dispersées qui forment Tuvalu et Kiribati, sont en partie, voire totalement immergées et elles ne reçoivent leur population, venue des îles voisines [...] que progressivement après leur sortie de l'eau¹⁸.

L'érosion est à l'œuvre. Il est par exemple arrivé qu'en seulement quelques mois, les marées et vagues aidant, la côte ait perdu un mètre. Les puits ne sont plus utilisables à cause de l'eau salée qui pénètre le sous-sol kiribatien. Les rares cultures et les nombreux potagers sont affectés. Même les cocotiers ne donnent plus de fruits. Aussi le discours occidental et, en creux, l'indifférence chinoise à cet égard, frappent-ils différemment, d'autant plus que les mythes du Pacifique, repris par le récit de Disney dans *Moana* (ou *Vaiana* en français) – cité sur place –, amplifient la crainte.

Autre nuisance, malgré un bilan carbone de 0,0002 % à l'échelle de la planète¹⁹, l'absence de gazon ou de terrain herbeux en raison de la mauvaise qualité des sols, due notamment

18. Dominique Barbe, *Histoire du Pacifique, des origines à nos jours*, op. cit., p. 43. De même, rappelons que la population des Marquises, par exemple, a frôlé l'extinction en passant de 90 000 habitants vers 1791 à 2 282 en 1928 à cause des diverses maladies importées d'Europe (*ibid.*, p. 186).

19. Republic of Kiribati, *Nationally Determined Contribution (revised)*, Tarawa, UNDP, 2022, p. 6.

à l'érosion, empêche la pratique du rugby ; seul le toucher est envisageable sur ces sols sableux.

Figure 4

Impacts de l'environnement sur l'économie et le logement aux Kiribati²⁰

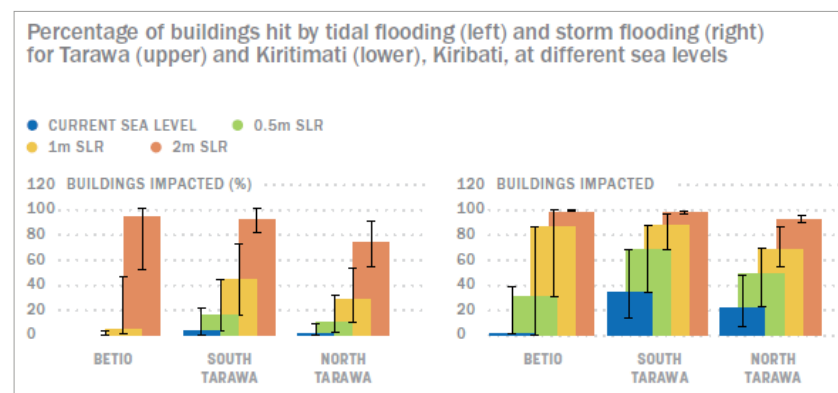


FIGURE 4.1

Estimated average annual losses from climate-related events

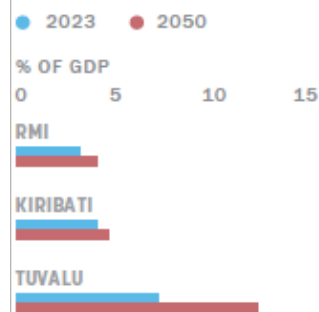
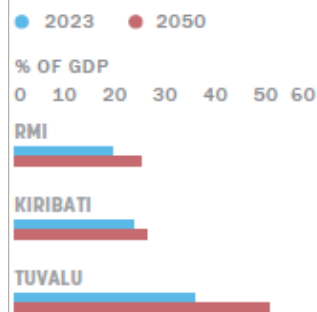


FIGURE 4.2

Estimated losses from a 1-in-20 year climate-related event



20. World Bank, *The Pacific Atoll Countries – Republic of Kiribati, Republic of the Marshall Islands, Tuvalu: Country Climate and Development Report*, Washington, 20 novembre 2024, p. 34 et 65. Tableaux reproduits avec l'autorisation des auteurs.

À moyen terme, la suspicion pourrait croître chez les Kiribatiens à force de voir les flottilles de navires de pêche ou scientifiques sillonner leur ZEE. « Nous descendons d'un peuple brillant, qui a été capable de naviguer jusqu'à ces îles les plus isolées sans aucun équipement moderne », tiennent-ils à rappeler. Ils se méfient aussi des prêts chinois²¹ et préfèrent les aides directes. Autre point important : en mai 2022, les Kiribati et neuf autres États du Pacifique ont refusé en bloc un accord de libre-échange et de sécurité régionale avec la Chine²². Ce même mois, lors de la visite de Wang Yi, la présidence avait indiqué se concentrer sur le tourisme et le commerce plus que sur la sécurité²³. La RPC n'opère donc pas en terrain conquis.

Dans le temps long, d'ailleurs, le mouvement oscillatoire n'a pas de raison de cesser. Dans le passé déjà, à l'époque de la guerre froide, rappellent-ils narquois, ils avaient fait jouer la concurrence entre Américains et Soviétiques sur la question des pêches. L'URSS en avait alors bénéficié. Le père fondateur et premier président, Ieremia Tabai, avait comme devise « Plutôt pauvre, mais libre », ce qui donne une indication sur l'ADN diplomatique kiribatien²⁴.

Vers l'émergence d'une concurrence plus crédible

Ce dernier aspect se révèle primordial au regard des avancées des acteurs tiers dont la présence pourrait bien multiplier les options et leviers possibles. La démarche est certainement subtile, possiblement dangereuse – puisqu'il arrive que tel soit pris

21. Voir l'exemple inquiétant du Vanuatu : Andrew Tillett, Ayesha de Kretser, « [Chinese debt trap diplomacy blamed for grounding Vanuatu airline](#) », *Financial Review*, 10 mai 2024.

22. « Pacific leaders walk away from China's sweeping security and trade pacts », *ABC Pacific*, 31 mai 2022 ; vidéo disponible via <https://www.facebook.com/watch/?v=1209485916521378>

23. Reuters, « [Kiribati se concentre sur le commerce et non sur la sécurité lors de la visite de la Chine sur une île isolée du Pacifique](#) », *Zone Bourse*, 27 mai 2022.

24. Qui n'est pas sans rappeler le *bebas aktif* – libre/souverain et (pro)actif – indonésien.

qui croyait prendre – mais incontestablement légitime. Nombre de Kiribatiens sont formés dans les meilleures universités australiennes quand d'autres bénéficient de bourses Fulbright, comme en témoignent les nombreuses offres sur le site *The Possibility Network*²⁵. Les volontaires ne manquent donc pas pour tenir la barre dans les méandres diplomatiques. Même si cette étude cible le cas chinois et même si chaque pays mériterait une recherche dédiée, passons rapidement en revue les concurrents du champion pékinois.

Sur place, le souvenir de **Taïwan** donne l'impression de s'être rapidement dissipé. On peine à savoir s'il reste un bureau de représentation ou autre. À croire une ancienne ambassadrice sur place, Taipei n'a pas cherché à jouer les prolongations, entre autres pour des questions de « dignité »²⁶. Ce témoignage confirme ceux de deux experts français pour qui Taïwan ne va pas s'arc-bouter sur son pré carré. Aucun ne décèle de politique active pour « récupérer » ces pertes tant sont nombreuses les autres priorités en politique étrangère. Certes les partenariats ne s'arrêtent pas au niveau diplomatique officiel mais « souvent, quand la Chine prend place, elle écrase tout ce que fait Taïwan ».

Néanmoins, il faudra observer les résultats à moyen terme de la visite du président Lai chez trois de ses partenaires du Pacifique (îles Marshall, Palau, Tuvalu) fin 2024 : aura-t-il réussi à les rassurer ou au moins à leur montrer que Taipei ne brade pas le Pacifique, comme il a pu un temps sembler ? Le choix de sa délégation, constituée entre autres par le chef du Conseil des peuples indigènes – afin de rappeler le lien austronésien qui les

25. Voir le compte officiel sur Facebook : <https://www.facebook.com/groups/thepossibilitynetwork>

26. « The ROC (Taiwan) government terminates diplomatic relations with Republic of Kiribati with immediate effect to uphold national dignity », Ministry of Foreign Affairs (MOFA), 20 septembre 2019, https://en.mofa.gov.tw/News_Content.aspx?n=1EADDCFD4C6EC567&s=188AF2A01C4EDB7D

unit – est un premier signe positif²⁷. Surtout, d'une manière ou d'une autre, Taïwan sera-t-elle présente lors du prochain sommet du FIP ?

Plus sûrement, le **Japon** s'étend, enfle et travaille pour égaler l'aide chinoise en volume. Longtemps hébergée au motel *Mary's*, l'ambassade devrait bientôt occuper des locaux flambant neuf dans un des seuls immeubles de l'atoll : le TK Plaza. Son personnel ne manque aucune cérémonie et veille à son mémorial, mitoyen du parc bâti par la Chine. Loin de Tarawa, c'est dans la station de suivi satellite de l'île Christmas que Tokyo profite le plus des Kiribati.

About 50 years ago Japanese Government's space agency NASDA (now JAXA) chose Kiritimati Island for tracking its space rocket's signals and constructed the tracking station. This station has been maintained and will be used for the next rocket project by JAXA.

NASDA also chose this island for experiments of landing of unmanned space shuttle and, for this project, constructed the wharf and upgraded the road for transport of necessary equipment. This wharf is still utilized by KPA [Compte Facebook de l'ambassade japonaise aux Kiribati à propos de l'installation de suivi des satellites (22 mars 2024)].

Cet État participe régulièrement au Pacific Islands Leaders Meeting (PALM), initié par le Japon et qui se tient tous les trois ans ; il a bénéficié de l'aide de garde-côtes japonais en juin 2023, après une réunion sur l'état de droit en mer ; cette même année, la tournée régionale du porte-hélicoptères *Izumo* et d'une frégate a inclus les Kiribati²⁸.

27. CNA, « [Lai's planned overseas delegation reflects Pacific strategy: Expert](#) », *Focus Taiwan*, 24 novembre 2024.

28. Voir le compte officiel, 24 avril 2024 : <https://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/palm/index.html> ; Yatsuzuka Masaaki, « [Japan and Great Power Competition in the Pacific New developments in Japanese security involvement in Pacific Island countries](#) », *The Diplomat*, 9 avril 2024 ; Yurika Ishii, « [Japan-Pacific Islands Countries Cooperation on Maritime Law Enforcement](#) », Centre for International Law (National University of Singapore), 14 août 2023.

Le cas de l'acteur **américain** est plus complexe qu'il n'y paraît²⁹. On ne doit pas oublier qu'il n'a mis fin à ses prétentions sur les îles Phoenix et de la Ligne qu'en 1983. De même, Washington a inondé de millions de dollars Palau, les États fédérés de Micronésie et les îles Marshall par le biais des Compacts of Free Association (traité de libre association, depuis 1986), tout en s'assurant de leur défense. Juste à côté, les Kiribati ne se sont vu octroyer en septembre 2023 que 29 millions de dollars pour lutter contre le chômage des jeunes.

Malgré ce passif historique, Pékin ne devrait pas se gargariser trop vite de cette absence. « Chassez-le par la porte, il revient par la fenêtre », avertissait La Fontaine – ou par la mer, via ses garde-côtes (USCG) qui contribuent à la police des mers. Deux bateaux de pêche chinois ont été interpellés dans les eaux kiribatienues en février 2024 par les USCG³⁰. De même, dans le cadre de la pêche au thon, un accord a été trouvé en mars 2024 pour prolonger The Multilateral Treaty on Fisheries Between Certain Governments of the Pacific Island States and the Government of the USA³¹.

Il est vrai que la pression monte de Micronésie pour obtenir une plus grande implication américaine dans la sous-région, après le temps mis à matérialiser et financer son soutien début 2024. L'enjeu est économique³² mais aussi militaire, d'où, déjà, des manœuvres du côté de Guam et Tinian pour réorganiser les forces en place³³. La bataille de Tarawa, ou Betio, avait marqué

29. Camilla Pohle, « [Kiribati's President Wins Reelection: What Does it Mean for the U.S. and China?](#) », US Peace Institute, 30 octobre 2024.

30. Kirsty Needham, Lucy Craymer, « [US Coast Guard says boardings of Chinese fishing vessels in South Pacific legal](#) », Reuters, 10 avril 2024.

31. Voir le site officiel : <https://www.ffa.int/2024/03/milestone-for-pacific-us-tuna-treaty/>

32. Khushboo Razdan, « [Leader of a US Pacific territory tells of 'lonely' pivot away from China amid a dire economic crunch](#) », The South China Morning Post, 27 mars 2024.

33. Joe Taitano II, « [Huffman: New Guam command will oversee military operations in Micronesia](#) », Pacific Daily News, 27 mars 2024 ; Mar-Vic Cagurangan, « [Pacific island governor backs \\$800m US military upgrade amid China threat](#) », The Guardian, 20 novembre 2024.

la guerre du Pacifique parce que l'endroit était stratégique pour relier Hawaï aux îles Marshall, avant d'attaquer les Mariannes. En cas de conflit en Asie orientale, les Kiribati constitueraient encore aujourd'hui l'un des possibles maillons de la chaîne logistique, à plus forte raison si le soutien des pays d'Asie du Sud-Est, comme Singapour, devenait incertain³⁴.

La Maison-Blanche a donc organisé deux Pacific Islands Leader Summits en 2022 et 2023, auxquels les Kiribati ont participé. Aujourd'hui, Washington doit prendre son mal en patience face à l'absence d'autorisation pour l'ouverture de son ambassade. Il faut dire qu'il en est allé de même avec des officiels et officiers australiens ou encore dans le cas du projet de visa australien (PEV). C'est là au mieux une illustration du temps kiribatien³⁵, au pire un signal du pays soucieux de s'afficher en maître des horloges. En attendant, des volontaires de Millennium Challenge Corporation labourent le terrain kiribatien, en lien direct avec le gouvernement fédéral, et proposent de

34. Benoît de Tréglodé, « Les États d'Asie du Sud-Est face à l'éventualité d'une guerre à Taïwan », *Revue Défense nationale*, 862, été 2023, p. 84-90.

35. Témoignage de Richard Clark, *Visiting Adjunct Fellow* (Foundation for Defense of Democracies), en réponse à un post de Cleo Paskal en mars 2024 (reproduit avec son aimable autorisation) : « *It's worth noting (or knowing if it's unknown) that the Kiribati parliament has been slow to act with more partners than just the United States. There has been similar slowness regarding, for example, the establishment of Kiribati's country implementation plans with the United Nations. We saw similar such slowness in the FSM Government regarding the implementation features of agreements in the Micronesian Presidents Summit. In other words, a slow to act Kiribati parliament does not necessarily mean that Kiribati's government is anti-U.S. (or anti-U.N., or anti-Micronesia). Kiribati is highly deliberative, and operates at a very different pace even when compared to other Pacific Islands more broadly, and other Micronesian countries specifically. I might dare to assert that Kiribati is the superlative example of a slow-paced government, as there is in-depth engagement with opposing and/or conservative viewpoints. The U.S. must be able to demonstrate that its intentions to establish a permanent diplomatic mission in Kiribati would be beneficial to the People of Kiribati. Conversely, elements of Kiribati's parliament simply believing that U.S. presence is intended to counter or resist PRC efforts would come across as insincere* » (https://www.linkedin.com/posts/cleopaskal-hearings-to-examine-us-strategy-in-the-activity-7174092405447520257-vvIZ/?utm_source=share&utm_medium=member_android).

nombreuses bourses pour des séjours d'élèves et étudiants entre Pacifique et Atlantique³⁶.

Avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir et le passage éclair d'Elon Musk à la tête du DOGE (Département de l'efficacité gouvernementale), la question se pose de la pérennité des financements pour les volontaires et de l'USAID aux Kiribati. Les émissaires américains seront-ils stoppés dans leur élan par l'administration Trump, sachant que la tendance était à l'augmentation de l'aide au développement ? Toutefois, selon la Pacific Aid Map précitée, l'impact immédiat est à relativiser puisque les États-Unis ne comptaient que pour 7 % du total des « financements à l'aide et au développement » auprès des États insulaires du Pacifique (EIP) sur les années 2008-2022 et 0 % pour les seules Kiribati (cf. *supra*), avec un total de 1,6 million de dollars (environ 107 000 dollars par an).

Les avancées chinoises ne doivent pas éclipser les solides acquis australiens, voire néo-zélandais³⁷ à travers des programmes télévisés, terrasses de rares cafés, *mwanaeba* (lieux de rassemblement traditionnels) des hôtels, retraités installés ou de passage.

On l'a vu : la confiance de **Canberra** se retrouve dans les travaux d'envergure au sein de sa représentation diplomatique, inaugurée en 2025.

Symptomatiquement, quelques mois après la bascule vers Pékin, le projet de câble engagé par Huawei s'est fait retoquer, au profit d'un plan alliant Australie et Japon, entre autres³⁸.

Plus récemment, Canberra n'a pas craint de provoquer la Chine sur son terrain en mettant en place un centre d'entraînement

36. Voir les sites officiels : <https://inbound.americancouncils.org/kiribati> et <https://www.mcc.gov/where-we-work/country/kiribati/>

37. Reuben Steff, « 'Our region is now a strategic theatre': New Zealand's balancing response to China », *The Pacific Review*, 16 février 2024.

38. Kaelan Deese, « US quashed undersea communications cables for Pacific Island nations: Report », *The Washington Examiner*, 18 juin 2021.

pour les polices de la région³⁹, inauguré le 10 décembre 2024 à Brisbane, dans la lignée de ce qui est fait aux Kiribati : financement des locaux de la police, de son quartier général, de son système radio, de ses vélos, etc.

À cela s'ajoute un inventaire à la Prévert, avec une multitude de dons, dont des bateaux de patrouille – Guardian-class Patrol Boats (GCPB) – dans le cadre d'un programme australien à l'attention des pays du Pacifique (cf. *supra*)⁴⁰. Espiègles, les analystes locaux datent le regain de générosité australien (des bateaux de patrouille aux visas accordés), de la bascule vers Pékin.

Par ailleurs, Canberra a bien compris que le talon d'Achille kiribatiien trempait dans l'eau. Dans sa boîte à outils maritime, l'Australie cible donc le port de Betio, sans doute pour ne pas l'abandonner à la Chine (cf. *supra*). Dans cet esprit, Arup Australia, avec l'aide du département des Affaires étrangères et du Commerce, a engagé en octobre 2024 des discussions avec le ministre de la Pêche et du Développement des ressources maritimes pour coordonner au mieux les initiatives autour du port.

Vents et courants sont d'autant moins défavorables à Canberra que la ministre des Affaires étrangères australienne Penny Wong s'est lancée, depuis sa prise de fonction en 2022, dans une diplomatie fondée sur les First Nations (populations aborigènes et du détroit de Torres) : l'*Indigenous public diplomacy*. Elle est d'ailleurs passée à l'acte avec la pleine activation en 2023 d'un bureau de volontaires ouvert en 2018⁴¹. Les premiers volontaires avaient été envoyés dès 1967 ; aujourd'hui, ils traitent des questions liées au tourisme, à l'anglais, à la pêche et à la nutrition.

Dernier exemple de l'emprise australienne sur le pays : au moment de passer l'immigration pour partir puis décoller, c'est

39. Stephen Dziedzic, « [Australia moves to create new training centre for Pacific police deployed to regional crises, as China looks to strike policing deals](#) », ABC, 14 juin 2024.

40. « [Austal Australia Delivers 20th Guardian Class Patrol Boat](#) », ASD News, 16 juillet 2024.

41. https://x.com/MaclellanNic/status/1628136260396281856?t=o4-zoqW5DWp_gZkkNM9UJw&s=07 (22 février 2023).

une fonctionnaire australienne, équipée de son ordinateur, qui se tenait aux côtés de la préposée kiribatienne.

Wellington est aussi très bien implanté, entre autres via son programme de volontaires depuis 1967, relancé avec l'ouverture d'un bureau permanent en 2018⁴².

Le suivi des comptes Facebook témoigne d'une activité de tous les instants, sans faille, holistique ; la leçon semble avoir été acquise : les Kiribatiens attendent du concret.

Subtilement, pendant que les îles Kiribati ouvrent leurs portes aux Chinois autour des îles Phoenix, elles ont accueilli en septembre 2024 un financement néo-zélandais à destination du Kiribati Marine Spatial Planning Coordinating Committee.

Cette relation aurait dû se poursuivre sans heurts, avec un partenaire moins diplomatiquement marqué que l'Australie puisque non-membre de l'AUKUS. Cependant, en janvier 2025, le ministre des Affaires étrangères Winston Peters, pourtant expérimenté, titulaire du titre de *matai* aux Samoa et dont le père est maori, a soudainement décidé de « revoir » (*review*) – comprendre « diminuer » – l'aide de la Nouvelle-Zélande (Aotearoa). Au mépris des traditions du Pacifique, comme l'incontournable processus de discussion (*talanoa*), il s'est subitement vexé de l'absence du président des Kiribati à l'occasion d'un rendez-vous fixé des mois à l'avance. Si l'opposition a pointé du doigt les manipulations de la Chine pour expliquer l'annulation de la réunion, le gouvernement kiribatien a rejeté la responsabilité sur les seuls Néo-Zélandais, regrettant l'impact direct sur les habitants. La Nouvelle-Zélande (Aotearoa) avait en effet donné 61,4 millions de dollars au pays entre 2021 et 2024 ; elle était encore le troisième donateur étatique en 2022 selon la Pacific Aid Map.

En réalité, le président des Kiribati aurait préféré assister à l'ordination du nouvel évêque, qui constitue un événement capital dans ces îles profondément marquées par le christianisme. De plus, il n'aurait en aucun cas manqué de respect, en se conformant à une pratique qui permet la délégation envers

42. Voir le site officiel : <https://vsa.org.nz/our-work/countryregion/kiribati/>

le vice-président et qui n'a aucunement choqué le vice-Premier ministre australien Marles quelques jours plus tard, comme l'a détaillé la ministre Ruth Cross Kwansing, née en Nouvelle-Zélande (Aotearoa), dans un long post sur LinkedIn⁴³.

Finalement, fin mars et début avril, le scénario du pire semblait évité, notamment du fait d'une autre crise majeure pour Wellington, avec son État-associé des îles Cook, au plus près d'un rapprochement avec Pékin. Fidèle à leurs valeurs, les Kiribati ont fait le dos rond. Depuis, le ministre de l'Environnement, des Terres et de l'Agriculture Ruateki Tekaiara (troisième dans l'ordre protocolaire, après le président) a été chaleureusement reçu lors de sa visite officielle en Nouvelle-Zélande (Aotearoa) en juin 2025.

Toutefois, cette « course à l'échalote », telle que décrite dans le Pacifique⁴⁴, ne pourrait-elle pas lasser les îliens, alors tentés d'explorer d'autres voies ? Se sentir aussi courtisés sans pour autant avoir voix au chapitre pourrait réveiller des ambitions régionales. Dès lors, plutôt que de répartir leurs intérêts entre différents pays, une autre voie émerge du « brouillard de la diplomatie », parfois plus épais que celui « de la guerre » ou de « la paix »⁴⁵.

43. Caleb Fotheringham, « [Winston Peters' handling of Kiribati relations criticised by Pacific expert](#) », RNZ, 4 février 2025.

44. Anthony Bellanger, « [Chronique : Les États-Unis ouvrent \(de toute urgence\) une ambassade aux... Tonga](#) », France Inter, 4 mai 2023. Notons que l'expression est revenue dans la bouche de nombreux économistes à l'occasion du conflit autour des droits de douane entre Chine et États-Unis début 2025.

45. Sur l'idée de « paix armée », voir : Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Stock, 1931, p. 165, 170-171.

AU-DELÀ DU HEDGING⁴⁶ : LA « TROISIÈME VOIE » DU SUD ?

Symptômes d'une envie d'émancipation postcoloniale

Deux événements ont mis en lumière l'hypothèse d'une lassitude kiribatienne à l'endroit des grandes puissances et de leurs acolytes : la pause diplomatique et les tests de missiles balistiques. Lors de la pause diplomatique décrétée à l'occasion des élections, jusqu'au mois de décembre 2024, aucune visite n'était permise sur le territoire kiribatien. Étaient ciblés les personnels politiques, diplomatiques, policiers, militaires, humanitaires, etc. Et derrière eux : quel(s) État(s) en particulier ? Peut-être tous. Le pays souhaitait simplement éviter la diplomatie du carnet de chèques et les ingérences étrangères, selon Henrietta McNeill et Maualaivao Maima Koro⁴⁷. De plus, cette décision, pour laquelle le gouvernement s'est excusé, n'est pas inédite : elle avait déjà été prise, de façon régulière, par les Samoa qui interdisaient les missions étrangères lors de la période de Noël et des cyclones, lors de l'étude et du vote du budget ainsi que pendant la période de préparation à la saison des cyclones. Comme indiqué judicieusement par les deux chercheurs précités, cette initiative serait même le signe de démocraties matures. En effet, ces pays ne disposent pas de ressources humaines très importantes, tout en s'attachant à accueillir comme il se doit tous les visiteurs. Dans ces conditions, chaque visite risque d'amputer un peu plus leurs capacités tant humaines que logistiques. Les blocages administratifs pour la venue de la nouvelle haute-commissaire australienne en 2023, en plus du cas de l'ambassade américaine déjà évoqué, peuvent néanmoins sembler excessifs – à moins qu'ils ne constituent une première série de signaux envoyés.

46. Emprunté au vocabulaire de la bourse il fait écho, particulièrement en Asie du Sud-Est, au besoin de répartir ses risques diplomatiques entre plusieurs partenaires, sans s'attacher exclusivement à l'un d'entre eux.

47. Henrietta McNeill, Maualaivao Maima Koro, « [Pacific states are setting the terms of diplomatic engagement](#) », *Devpolicy Blog (ANU)*, 11 septembre 2024.

La Chine n'a pas échappé non plus à cette montée au créneau lorsqu'elle a effectué en septembre 2024 le test de son missile intercontinental au-dessus de la tête et de la ZEE des Kiribatiens, avant de le faire s'écraser en mer à 276 km de l'île du Millénaire (ou Caroline Atoll) – le premier bout de terre de la planète à être entré dans l'an 2000 – et à 933 km de Papeete. La réaction du gouvernement a été jugée particulièrement virulente à l'encontre de Pékin⁴⁸. En novembre, c'était au tour des forces armées américaines, conjointement, de tirer un missile depuis le Nebraska jusqu'à l'US Army Space and Missile Defense Command's Ronald Reagan Ballistic Missile Defense Test Site dans les îles Marshall, sur l'atoll de Kwajalein. S'il est très attentionné de la part des Américains de s'offrir comme cible pour les tests et mesures, il n'empêche qu'à nouveau un missile a survolé le ciel voisin des Kiribati, à son grand déplaisir⁴⁹. Ce ping-pong balistique pourrait contrarier des îliens sinon invisibilisés, au moins ignorés. Sans surprise, aux Nations unies, les Kiribati avaient déjà renvoyé dos-à-dos les puissances nucléaires. Avec le Kazakhstan, Tarawa avait rédigé en 2023 une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies pour les survivants des explosions nucléaires et la renégociation des essais : Chine et États-Unis – soucieux de leurs intérêts dans l'archipel – s'étaient abstenus, quand la Corée du Nord, la France, le Royaume-Uni et la Russie – encore à l'écart de ces luttes d'influence – avaient voté contre⁵⁰.

48. Kirsty Needham, « [China's Pacific ally Kiribati criticises Beijing missile launch](#) », Reuters, 8 octobre 2024.

49. RNZ, « [Kiribati Voices Concern Over Ongoing Missile Testing In The Pacific Ocean](#) », *Pacific Scoop*, 11 novembre 2024.

50. « UN First Committee results in first ever resolution on providing victim assistance and environmental remediation related to nuclear weapons use and testing », ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, prix Nobel de la paix 2017), 2 novembre 2023, <https://www.icanw.org/un-first-committee-results-in-first-ever-resolution-on-providing-victim-assistance-and-environmental-remediation-related-to-nuclear-weapons-use-and-testing>

Explications et justifications : de la « petite île » (vulnérable) à « l'État (souverain) d'un grand océan »⁵¹

C'est là qu'interviennent la nécessaire empathie, le décentrage – et les leçons de Segalen, Gide et consorts – afin de comprendre les fondements de la démarche kiribatienne. En effet, tout part du décalage entre les perspectives locales et extérieures, comme l'expliquait Tearinaki Patiale Tanielu, doctorant en Australie et haut fonctionnaire aux Kiribati, au nom d'un groupe de compatriotes post-structuralistes. Ces étudiants à Melbourne se font les chantres d'une autonomie dans l'analyse autant que dans l'action⁵², appelant à briser le silence académique et à reprendre la main sur les études du Pacifique. Ils se méfient de ceux qui veulent parler « pour » eux plutôt qu'« avec » eux. Ils se rappellent entre autres les leçons et sermons entendus à l'époque de l'accord – vital – conclu avec l'URSS et qui fait aujourd'hui écho aux partenariats noués avec la Chine. Il faut voir cette figure montante des Kiribati ferrailer sur LinkedIn avec les ONG qui pensent venir éclairer des esprits pourtant bien plus en phase avec les phénomènes naturels et leurs dangers ou qui tentent d'apporter des cultures vivrières sans songer à développer celles locales et plus adaptées. Loin des Livres blancs et autres stratégies régionales, des chercheurs comme Sione Tekiteki, à Auckland, abondent dans cette approche plus inductive, à l'écoute du terrain, que déductive et cadrée dans de lointains bureaux⁵³.

51. Question posée par Tearinaki Patiale Tanielu, « Inside, outside: (mis) understanding Kiribati », LinkedIn, 6 septembre 2024, <https://www.linkedin.com/pulse/inside-outside-mis-understanding-kiribati-tearinaki-patiale-tanielu-ixr7c/?trackingId=jXMco35oTR6TMY%2FJZMTPog%3D%3D>

52. *Ibid.*

53. Sione Tekiteki, « [Reflections on Pacific regionalism](#) », *Devpolicy Blog* (ANU), 17 octobre 2024.

Manifestations d'une recherche d'autres voies

Pour le meilleur ou pour le pire, les Kiribati pourraient être tentées d'aller voir ailleurs, dans un autre cercle, qu'il s'agisse d'États ou d'organisations internationales.

Pour preuve, il a été rapporté que l'ambassadeur de **Russie** devait venir présenter ses lettres de créance aux Kiribati. Le pays relève de l'ambassade russe en Indonésie. Certes, le dernier contact de haut rang date de 2019, lors d'une rencontre régionale avec Sergueï Lavrov en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Toutefois, sur un plan strictement naval, la flotte du Pacifique ne pâtit pas du conflit en Ukraine. Au contraire, ses capacités ont augmenté ; Cambodge, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Vietnam ont pu s'en apercevoir au gré de visites et d'exercices en 2023-2024, de même que la Chine dans ses mers adjacentes et jusqu'au nord du Pacifique⁵⁴. Le Pacifique-Sud sera-t-il la prochaine destination ?

Les **pays du Golfe** commencent aussi à émerger dans le paysage régional. En 2021, le Qatar est apparu sur les écrans de la Pacific Aid Map en se dédiant exclusivement aux Kiribati. En 2022, l'aide régionale (*regional initiatives*) et l'aide aux Kiribati de Doha se partageaient l'essentiel des financements (967 000 dollars), contre 30 000 dollars pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée⁵⁵. Sans surprise, on apprenait en 2024 que le Qatar et les Kiribati jetaient les jalons d'une coopération accrue dans le domaine vital de l'aviation civile⁵⁶. Au-delà du Qatar, les Kiribati ont établi des relations diplomatiques depuis 2014 avec le Koweït, Bahreïn et l'Arabie saoudite plus récemment en 2023 ; des interactions existent aussi avec les Émirats arabes unis (cinq textes

54. Alexey D. Muraviev, « [Australia can no longer afford to ignore Russia's expanding naval power in the Pacific](#) », *The Conversation*, 21 décembre 2023.

55. « The Regional Initiatives recipient category captures both funding allocated to regional organisations and projects implemented across multiple countries », <https://pacificaidmap.lowyinstitute.org/country/regional-initiatives/>

56. « [Qatar signs civil aviation agreement with Kiribati](#) », *Gulf Times*, 24 juin 2024.

signés)⁵⁷. Ces derniers pointaient même au quatrième rang des destinations pour les exportations kiribatiennes (2,09 % du total) en 2023. Cette même année, un autre pays du Golfe apparaissait pour la première fois dans ce classement : l'Arabie saoudite (à hauteur de 0,0056 % seulement).

L'**Union européenne** a intégré les Kiribati dans son spectre⁵⁸ ; on y croise d'ailleurs des pick-up et camions-pompiers flanqués du drapeau européen.

L'ambassadeur d'**Allemagne** en charge du pays est passé, notamment au collège Saint-Louis, sans laisser aucun signe notable de coopération.

Plus surprenant, le **Royaume-Uni**, puissance colonisatrice, fait figure de grand absent. Il n'en a jamais été question au cours des entretiens en dépit des mesures prises par Londres dans le cadre de son projet de Global Britain :

Britain is becoming a model of what a smaller partner in the Pacific should be. Since announcing its Pacific Uplift policy five years ago, Britain has taken small but stable steps in building its presence and delivering support, with a focus on filling in gaps in the assistance delivered by like-minded primary security partners in the region, such as Australia, the US, New Zealand and France⁵⁹.

De plus, les Kiribati ne renient pas leurs racines qui plongent dans le Commonwealth auquel elles appartiennent, sans pour autant reconnaître Charles III comme leur souverain⁶⁰.

57. Henryk Szadziwski, « Going Elsewhere: Oceania's Globalism and the Gulf States », *Discussion Paper*, ANU, Department of Pacific Affairs, 17 juin 2024, p. 3 et 5.

58. Voir le site officiel du Service européen de l'action extérieure sur les Kiribati : https://www.eeas.europa.eu/fiji/european-union-and-republic-kiribati_en?s=139

59. Blake Johnson, « *By filling gaps, Britain shows the way for Pacific islands' second-level supporters* », *The Strategist*, 10 avril 2024.

60. *Parliament of Kiribati undertakes CPA Democratic Benchmarks assessment to focus on parliamentary strengthening*, Londres, Commonwealth Parliamentary Association, 22 février 2024.

Néanmoins le souvenir des essais nucléaires en 1957-1962 sur l'île Christmas doit encore peser. Dans le Pacifique, impossible de mésestimer ce facteur fatal.

Enfin, mention spéciale pour le très inattendu **Maroc**, en pointe en matière de francophonie : c'est là que les étudiants kiribatiens vont apprendre le français.

Pour clore cette liste de concurrents de la Chine et de ses ambitions sur les Kiribati, il est temps d'envisager l'option multilatérale. Le temps passé à se fondre dans la population ne donne pas l'impression d'habitants aux abois et prêts à s'abandonner au premier venu. Dans le spectre des soutiens à Pékin, les Kiribati ne se rangent pas aux côtés des thuriféraires aveuglés par la BRI. Lucide, *Beretitenti* – le président –, qui cumule les fonctions de ministre des Affaires étrangères depuis l'indépendance – veille à ne pas trop choisir un camp ; reste à définir « trop ». Comme leurs voisins du Pacifique et d'Asie du Sud-Est, les Kiribati aimeraient esquiver la « géopoliticisation » ambiante⁶¹. Se sentant en marge du Grand Jeu et des systèmes d'alliances en cours dans leur région, comme AUKUS, elles craignent à terme de ne plus pouvoir tirer parti de la rivalité bipolaire et de ne plus pouvoir fixer les prix de ces enchères (*price setters*). Au contraire, comme l'expliquait gravement Sione Tekiteki au lendemain des accords de sécurité bilatéraux entre Australie et Nauru, Tuvalu ou encore Papouasie-Nouvelle-Guinée fin 2024, voire États-Unis – Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2023 : « *The 'China threat' narrative becomes the justification for 'greater Western militarisation and economic dominance'. In other words, Pacific nations become diplomatic price takers*⁶². » La situation est d'autant plus inquiétante que, d'une part, les pays du Pacifique comme les Kiribati sont

61. « *There are certainly concerns in the region about the geopoliticisation of the region and around the role that New Zealand and Australia are taking in that* » (Anna Powles) : Adam Pearse, « *Prime Minister Christopher Luxon addresses media on first leg of trip to Niue and Fiji* », *The New Zealand Herald*, 4 juin 2024.

62. Sione Tekiteki, « *Superspower rivalry is making Pacific aid a bargaining chip – vulnerable island nations still lose out* », *The Conversation*, 16 décembre 2024.

déjà dépendants de l'aide étrangère – situation aggravée par les prêts contractés pour lutter contre les effets du réchauffement climatique⁶³ – et que, d'autre part, les contre-pouvoirs parlementaires, partisans ou médiatiques peinent encore à parfaitement alerter sur d'éventuels accords léonins fondés sur des relations très personnelles.

Dans ce contexte inquiétant, en passant d'un extrême chinois à un extrême occidental, des pays comme les Kiribati peuvent envisager de jouer sur plusieurs tableaux.

Acteurs multilatéraux :

- ADB (Asia Development Bank) : aide totale de 209 millions de dollars fin 2023, dans le domaine fiscal, de la santé, du transport, de l'énergie et de l'eau⁶⁴ ;
- Programme de développement des Nations unies (PNUD) : étude sur les finances publiques, en lien avec l'université de La Trobe, co-financée par l'UE⁶⁵, malgré la petitesse de leur bureau et l'éloignement par rapport à Bairiki ;
- Banque mondiale, à hauteur de 94 millions de dollars en 2021, sur les mêmes questions : transport, eau, santé⁶⁶ ;
- UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime) : très active sur le front maritime, notamment depuis son antenne des Fidji. Le bureau multiplie les formations dans un domaine maritime sensible et potentiellement abandonné aux ambitions chinoises. En septembre 2024 et avec l'aide du Japon, il avait même été question d'un effort particulier autour des îles Phoenix et de ses aires marines protégées, ensuite délaissées au profit des flottes chinoises.

63. Steven Ratuva, « COP29: 'climate finance' for the Pacific is mostly loans, saddling small island nations with more debt », *The Conversation*, 21 novembre 2024.

64. Voir le site officiel : <https://www.adb.org/where-we-work/kiribati>

65. Voir le site officiel : <https://www.undp.org/tag/kiribati> et <https://www.undp.org/pacific/publications/accountability-ecosystems-political-economy-analysis-kiribati-country-study>

66. Voir ce document officiel : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/b433346b9d7363c7e1be8dc7992e59a7-0070012021/original/Kiribati-Country-Insert-A4-FA-DIGITAL.pdf>

Acteurs régionaux : le FIP et, au-delà des grandes puissances ou des partenaires occidentaux, le groupe des PSIDS (Pacific Small Island Developing States), c'est-à-dire les membres du FIP sans l'Australie ni la Nouvelle-Zélande.

Rappelons que déjà le FIP avait émergé en 1971 d'une version quelque peu désoccidentalisée (sans la France ni les États-Unis) de la Commission du Pacifique-Sud (depuis devenue Pacific Community), fondée en 1947. La tendance pourrait se poursuivre, comme en témoignent les réflexions en cours dans le cadre du premier résultat recherché (*Outcome 1.1*⁶⁷), en vue de l'Objectif (*Goal*) 1, au sein du Pilier 1 (*Political Leadership and Regionalism*), de la Phase 1 (*Implementation Plan 2023-2030*), de la *2050 Strategy for the Blue Pacific Continent* – qui fait office de boussole stratégique pour la région, dans le sillage des *Boe Declaration on Regional Security* (2018) et *Biketawa Declaration* (2000)⁶⁸. En parallèle, de plus en plus de travaux universitaires traitent d'un *Pacific-led regionalism* (un régionalisme sous la direction du Pacifique lui-même), voire d'une « centralité du Pacifique », en écho à celle de l'ASEAN. Entre autres intellectuels de la région, Sione Tekiteki de l'université d'Auckland et Meg Taylor, ancienne diplomate et secrétaire générale du FIP, multiplient les tribunes et colloques sur ce thème⁶⁹.

C'est dans ce contexte que Baron Waqa, secrétaire général du FIP, a mené une délégation du Secrétariat à Tarawa en mai 2025 afin de s'entretenir avec le président. Ce dernier n'a pas manqué

67. « Pacific leadership is grounded in the Pacific Way » ou « La direction du Pacifique s'inscrit dans la façon de faire régionale » : PIF, *FEEDBACK DOCUMENT – 2050 Strategy Implementation Plan – POST 32nd Subcommittee – Draft as of 2:00pm 16/10/2023, 2050 Strategy – Implementation Plan 2023-2030 – Phase I – 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent – Setting the Foundations Towards Transformational Change*, Suva, PIF Secretariat, p. 8.

68. Voir les documents officiels : PIF, *2050 Strategy – Implementation Plan 2023-2030 – Phase I – 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent – Setting the Foundations Towards Transformational Change*, Suva, PIF Secretariat ; PIF, *2050 Strategy for the Blue Pacific Continent*, Suva, PIF Secretariat, 2022.

69. Eric Frécon, « The PIC as “agenda setters”? Bipolarisation versus “Pacific centrality” », Australian Association of Pacific Studies Conference, University of Sydney, 4-6 juin 2025.

de réaffirmer ses liens avec la famille Pacifique, « particulièrement dans le contexte géopolitique actuel⁷⁰ ». Ainsi, les Kiribati tournaient définitivement la page de la crise régionale de 2022 et considéraient avec soin l'option régionaliste.

Acteurs insulaires et micro-étatiques : les Kiribati ont envoyé une importante délégation au 4^e sommet des SIDS à Antigua-et-Barbuda en mai 2024 ; le pays est aussi membre de l'AOSIS (Alliance of Small Island States), qui représente 39 États depuis 1990.

Acteurs sous-régionaux : ils pourraient bien incarner une des échelles d'analyse les plus pertinentes. Les Kiribati peuvent trouver un levier efficace auprès de leurs partenaires micronésiens. Tel était l'esprit, dynamique, du dernier Forum des îles micronésiennes en juin 2024⁷¹. Il existe d'ailleurs une communauté émergente de Kiribatiens à Nauru⁷² et l'enthousiasme était évident à l'occasion des 10^e Jeux micronésiens en juin 2024 – les Kiribati ont terminé 7^e au classement des médailles.

Dans ce contexte fidèle à l'esprit autant de Bandung en 1955 que du discours du général de Gaulle à Phnom Penh en 1966 (deux références employées par Emmanuel Macron en Indonésie et au Shangri-La Dialogue en mai 2025), la France pourrait tirer une épingle inattendue de ce Grand Jeu du Pacifique.

*

70. PIF Secretariat, *RELEASE: In-country Consultation reaffirms Kiribati commitment to regionalism*, 20 mai 2025, <https://forumsec.org/publications/release-country-consultation-reaffirms-kiribati-commitment-regionalism>

71. Editor, « 'We can control our destiny:' Micronesia Islands Forum 2024 concludes », PINA, 6 juin 2024 ; à propos de cette échelle sous-régionale à mieux considérer, la même tendance se confirmerait en Mélanésie, au-delà du Groupe Fer-de-lance, comme l'illustre le tweet du journaliste expert du Vanuatu, Dan McGarry, à propos d'un accord frontalier entre Vanuatu et îles Salomon (23 juin 2024), <https://x.com/VanuatuDan/status/1804629731155058737?cn=Zmxle-GlibGVfcmVjcw%3D%3D&refsrc=email>

72. Communiqué officiel partagé sur *The Kiribati Newsroom*, 26 février 2024, <https://www.facebook.com/groups/thekiribatineewsroom/permalink/2098919463788469/?mibextid=xfxF2i>

La Chine a su viser juste, au meilleur moment, en profitant des vulnérabilités et des demandes des Kiribati, d'autant plus que les partenaires habituels ne donnaient pas le sentiment de répondre aux attentes autant qu'espéré (ou, du moins, au regard de ce qui est déployé aujourd'hui). Pékin a su faire oublier le piètre souvenir de sa première présence (1980-2003) ainsi que les réels efforts de Taïwan, qui n'a guère donné l'impression de s'accrocher à l'atoll face au rival continental. Néanmoins, la partie est loin d'être gagnée, puisque la concurrence se met en ordre de bataille. Sur ces espaces restreints, tôt ou tard, tout se saura : succès comme échecs de Pékin. Ni chinois, ni anglo-saxon (au sens large⁷³), l'avenir du pays pourrait en réalité s'inscrire dans le sillage d'un régionalisme « du » et « pour le » Pacifique (*Pacific-led regionalism*), dans une version micro-méla-polynésienne du *hedging* sud-est asiatique (répartition des risques diplomatiques). Déjà la *Pacific way* rappelle les pratiques de l'*ASEAN way*, empreintes de consensus et de concorde.

73. Aeon, « Le terme "Anglo-Saxons", miroir des peurs françaises », *Courrier international*, 1^{er} juin 2022.

CONCLUSION

La Chine fait valoir d'évidentes *motivations* pour, à son tour, poser le pied sur le sol – pour ce qu'il en reste et tant qu'il en est encore temps – des Kiribati. Si ses prédécesseurs ont depuis cinq siècles argué de raisons successivement théologiques, scientifiques, pénitenciaires, commerciales et politiques, l'enjeu contemporain est stratégique : aussi bien économique que militaire. Les *moyens* au service de cette « influence » *made in China* sont quant à eux importants, aussi bien sur le plan pécuniaire que de la séduction et même s'ils doivent être réévalués. D'ailleurs, la *Revue nationale stratégique 2025* souligne que « Dans la zone Pacifique et au-delà, la stratégie chinoise d'investissements économiques s'est accompagnée d'une volonté d'étendre son influence politique¹ ».

La question des *opportunités*, en revanche, doit être discutée : non seulement du propre fait des Kiribatiens, moins radicaux ou aveugles et plus pragmatiques² qu'il n'y paraît, mais aussi à cause des États tiers. Loin de se montrer passifs face à cette vague chinoise, ils réagissent.

Comme évoqué ailleurs dans la région, notamment par Joanne Wallis³, l'heure n'est pas encore à l'établissement d'infrastructures militaires. En réalité le plus inquiétant a trait, à court terme, aux accords de police, à cause du manque de transparence, en particulier en ce qui concerne les data (leur collecte et les brèches dans la

1. SDSN, *Revue nationale stratégique 2025*, Paris, Premier ministre, 2025, §103, p. 24.

2. Dernier exemple : en 2017, le gouvernement avait étudié l'accueil de monarchistes russes sur certaines de leurs îles, en guise d'exil temporaire et en échange d'investissements, avant d'en être dissuadé : Eleanor Ainge Roy, « [Russian millionaire details plans for new Romanov empire on Pacific islands](#) », *The Guardian*, 6 février 2017.

3. « Wallis, meanwhile, said the Pacific “is not a priority” for China, and that it was unlikely Beijing would invest the money to build a permanent military presence in the region. “I’m less concerned about a [military] base, I’m more concerned about China, undermining democratic structures by not adhering to transparency,” Wallis said » (Virginia Harrison, « [Mapped: the vast network of security deals spanning the Pacific, and what it means](#) », *The Guardian*, 9 juillet 2024).

souveraineté nationale) ; à moyen terme, aux accords halieutiques, en raison de possibles atteintes à l'environnement et de l'accès à certaines ressources ou données, notamment sous-marines.

Les dernières déclarations de Tessie Lambourne, chef de file de l'opposition et ancienne ambassadrice à Taïwan, sont symptomatiques : lucide, elle admet – finalement ? étonnamment ? – que les financements chinois sont les bienvenus étant donné les besoins des Kiribati, comme en témoignent les scores du pays en matière de développement humain, de criminalité, etc. (cf. *supra*). En revanche, elle regrette l'opacité ambiante autour de tous ces projets estampillés *China Aid*⁴. De telles postures en apparence contradictoires entrent encore difficilement dans les cases préétablies en Occident, bien qu'elles reflètent de plus en plus la complexité régionale.

Il est impossible de prévoir le futur. Toutefois, il est tentant de prendre le contrepied des ouvrages qui n'ont cessé de promettre tant enfer que disparition aux Kiribati⁵, non par esprit de contradiction, mais à cause de l'état d'esprit des habitants. En sus, il existe des options possibles pour les Kiribati, coincées entre Chine et États-Unis comme entre lagon et océan.

Divers arguments militent en faveur d'un soutien indéfectible à la Chine. D'une part, il est indéniable que le gouvernement a choisi, avec Pékin, de bloquer encore en mai 2024 la participation de Taïwan⁶ à l'Organisation mondiale de la santé. D'autre part, il faudra surveiller les activités liées au sable et aux graviers, soit des Kiribati vers la Chine ou les polders en mer de Chine, soit de la Chine vers les Kiribati, pour protéger les îles de la montée des eaux, tant il est vrai que Pékin a développé une expertise dans ce domaine, précisément entre Spratleys et Paracels

4. Christine Rovoi, « *'Lack of transparency': Kiribati opposition leader wary of gov't's dealings with China* », *PMN*, 4 novembre 2024.

5. Julien Blanc-Gras, *Paradis (avant liquidation)*, Paris, Diable Vauvert, 2014 et J. Maarten Troost, *The Sex Lives of Cannibals: Adrift in the Equatorial Pacific*, Danvers, Crown-Penguin, 2004.

6. À propos du nouveau gouvernement taïwanais et du Pacifique : Justin Wong, « *Will Taiwan's new president change its Pacific approach?* », *The Post*, 18 mai 2024.

– à moins qu'Australie ou UNOPS (United Nations Office for Project Services) ne prennent les devants⁷. À la suite de ce qui a été aperçu à Nauru⁸, il conviendra aussi de veiller au secteur bancaire, pour l'heure encore sous l'emprise de l'ANZ.

Cependant, après sept ans d'« union libre⁹ », un simple détail risquerait d'entacher la relation. Tant de retournements, d'espoirs déçus, de fins d'état de grâce et de désillusions (*backlashes*) ont été observés tout le long de la « ceinture » et de la « route » chinoises, depuis l'Afrique jusqu'au Pacifique¹⁰. À cause, d'une part, de leurs connexions encore fortes avec la sphère occidentale, à travers médias et universités, et du fait, d'autre part, de leur foi omniprésente au quotidien, si peu en phase avec la pensée néo-marxiste de Xi, gageons que les Kiribatiens seront informés des moindres faux pas chinois. Par conséquent, dans le sillage de la coopération avec les USCG, pourquoi ne pas envisager :

- des collaborations plus poussées encore avec les USCG, comme c'est le cas aux Samoa depuis peu¹¹, mais aussi en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les États fédérés de Micronésie et Palau (autres pays – sauf Palau – entretenant des relations diplomatiques avec la RPC) ; là, les Américains peuvent arrêter des pêcheurs illégaux sans officiers locaux à bord ;
- des participations à des exercices annuels comme SEACAT (Southeast Asia Cooperation and Training), sous la direction de la septième flotte américaine et de son antenne à

7. UNOPS, *Forging coastal resilience in Kiribati*, 2023, <https://www.unops.org/news-and-stories/news/forging-coastal-resilience-in-kiribati>

8. ABC Pacific/Pacnews, « Bendigo Bank delays exit from Nauru as Chinese state-owned bank emerges as replacement », *Islands Business*, 21 mars 2024, <https://islandsbusiness.com/news-break/bendigo-bank-delays-exit-from-nauru/>

9. Bertrand Badie, *L'art de la paix*, op. cit.

10. À propos de la déconstruction du narratif chinois dans le Pacifique : Joanne Wallis, Geyi Xie, William Waqavakatoga, Priestley Habru, Maima Koro, « Ordering the Islands? Pacific Responses to China's Strategic Narratives », *The Chinese Journal of International Politics* (Oxford), 16, 2023, p. 457-481.

11. Stephen Wright, « *US Coast Guard gets enhanced powers in Samoa's waters* », *Benar News*, 5 mai 2024.

Singapour – comme Palau, mais aussi les Fidji et les Tonga, malgré leur reconnaissance de Pékin plutôt que Taïpei ;

- un asile climatique, absent des discussions sous la présidence de Taneti Maamau ; mais la question finira par se poser – comme cela a été le cas à Tarawa sous la présidence d'Anoté Tong (qui avait détaillé son projet de « migration dans la dignité »)¹² et plus récemment pour Tuvalu (dans le cadre de son accord avec l'Australie).

LES KIRIBATI, VITRINE PACIFIQUE DE LA STRATÉGIE INDOPACIFIQUE FRANÇAISE

Entre ces deux pôles, qui risqueraient de trop lier et aligner les îles Kiribati, d'autres « voies » existent, avec des « tierces parties » – pour reprendre les mots d'Emmanuel Macron lors de son discours aux ambassadrices et ambassadeurs début janvier 2025¹³. Qu'il s'agisse d'un régionalisme centré sur le Pacifique (comme cela a encore été évoqué lors d'une réunion du groupe de travail sur la réforme du FIP en juin 2025¹⁴) ou autre, la France pourrait à la fois y contribuer et en tirer parti pour sa propre stratégie indopacifique – cette dernière paraissant plus en phase qu'on ne le croirait avec l'idée d'*Ocean of Peace* telle qu'elle est développée par le Premier ministre fidjien Rabuka¹⁵. Le FIP étant en pleine réflexion, en particulier pour la première phase (2023-2030) de sa stratégie qui l'emmène jusqu'en 2050, il se trouve là des occasions à saisir pour Paris.

Une connaissance précise du terrain kiribatien et des marges de manœuvre laissées par la présence chinoise permettrait à la

12. Nic Maclellan, « *Kiribati's policy for "migration with dignity"* », *Devpolicy Blog* (ANU), 12 janvier 2012.

13. Emmanuel Macron, *Conférence des ambassadrices et ambassadeurs 2025*, 6 janvier 2025.

14. « *PNG Prime Minister Calls for Reform and Unity in Pacific Islands Forum* », *PNG Today*, 23 juin 2025.

15. PM Rabuka's ministerial statement-the proposal of the Ocean of Peace, Suva, Ministry of Foreign Affairs, 5 août 2024, <https://www.foreignaffairs.gov.fj/pm-rabukas-ministerial-statement-the-proposal-of-the-ocean-of-peace/>

France de prendre appui, solidement, pour la mise en place des prochains volets de la stratégie indopacifique française, telle qu'elle a été précisée par Emmanuel Macron en ouverture du Shangri-La Dialogue de 2025¹⁶. Les Kiribati s'inscrivent en effet dans les priorités qui se sont dessinées même en amont de ce discours, à savoir, un soutien à un centralisme régional, en dehors de la bipolarisation ambiante. Cette tendance a déjà été constatée au travers de la participation d'Emmanuel Macron lors du 5^e sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) en avril 2025¹⁷ et lors de sa visite au secrétariat de l'ASEAN un mois plus tard. Fort logiquement, la déclaration conjointe au terme du 6^e sommet Pacifique-France appelait également à des accords de sécurité sous l'impulsion du Pacifique (§ 21, en plus des § 7-8 : « *We commit ourselves to the implementation of regional Pacific-led security arrangements* »)¹⁸. À ce titre, il paraît cohérent de s'engager au plus près des acteurs de ce régionalisme, comme les Kiribati, sachant que le sommet du FIP devrait se tenir en 2026 en Micronésie. Il existe indéniablement un intérêt commun pour les questions de « sécurité humaine », telle qu'elle est définie par les Nations unies, plutôt que pour les seules « confrontations » entre puissances et auxquelles la France ne tient pas à être associée. Emmanuel Macron l'a expliqué devant les ambassadeurs en janvier et encore à Singapour fin mai. C'est la raison pour laquelle le président ne cesse d'insister (à Paris et de nouveau devant la COI en avril) pour l'intégration des départements et territoires d'outre-mer dans les structures régionales, en tant qu'îles soumises aux mêmes contraintes climatiques que les

16. Emmanuel Macron, *Keynote Address, 22nd Asia Security Summit – The Shangri-La Dialogue*, 30 mai 2025, https://www.iiss.org/globalassets/media-library---content-migration/files/shangri-la-dialogue/2025/transcripts-final/keynote/keynote-address_president-macron_as-delivered.pdf

17. Emmanuel Macron, *Sommet de la Commission de l'océan Indien – Discours*, 24 avril 2025, https://www.commissionoceanindien.org/wp-content/uploads/2025/04/250424_Allocation-ouverture_President-France_Sommet-COI-2025.pdf

18. Élysée, *Final Declaration of the 6th Pacific-France Summit in Nice*, 10 juin 2025, <https://www.elysee.fr/en/emmanuel-macron/2025/06/10/final-declaration-of-the-6th-pacific-france-summit-in-nice>

pays d'Indianocéanie, d'Insulinde ou de Micronésie-Mélanésie-Polynésie. Il existe là une évidente cohérence géographique.

PERSPECTIVES OFFERTES POUR LA STRATÉGIE INDOPACIFIQUE FRANÇAISE

En vue de transformer l'essai et les paroles en actes, Paris dispose de pièces maîtresses :

- le bureau de Suez en Nouvelle-Calédonie, qui est impliqué dans des installations d'eau potable, vitales sur les atolls du pays ;
- le projet d'ouvrir une Alliance française, selon la proviseure de Saint-Louis, où le patronage ligérien du fondateur des frères maristes, saint Marcellin-Champagnat, est omniprésent ;
- le nombre de Kiribatiens qui profitent de leur affectation au Secrétariat de la communauté du Pacifique à Nouméa pour envoyer leurs enfants au lycée français et ainsi les initier à la culture française ;
- en matière de MDA (Maritime Domain Awareness ou Surveillance ou Veille du domaine maritime), le MICA (Maritime Information Cooperation & Awareness) Centre de la Marine nationale à Brest, attachés de défense (du fait de la fonction garde-côte de la Marine au sein de l'Action de l'État en mer) ou attachés de sécurité intérieure compétents (à Singapour et Canberra) pourraient prendre contact avec la police maritime kiribatienne, à la suite de la rencontre en juin 2025 d'ALPACI avec Tearinaki Tanielu, directeur pour les Affaires multilatérales au sein du ministère des Affaires étrangères. La MDA reste un sujet clé où la France a déjà su faire preuve de son savoir-faire, non seulement pour collecter du renseignement maritime (parfois avec l'aide d'acteurs privés bretons, cf. *infra*), mais aussi pour assurer un partage fluide et sécurisé de l'information entre les forces de l'ordre nationales autant que régionales.

En plus de capitaliser sur ces quelques atouts et parce que la méconnaissance s'exerce dans les deux sens, comme le relevait João de Barros à Canton en 1517, c'est-à-dire aussi bien en

Europe que dans le Pacifique¹⁹, il est urgent, tout d'abord, de mieux expliquer les initiatives françaises sur le front du climat, délaissé par les Américains et les Chinois ; les opportunités de financements offertes par l'Union européenne (tel le Global Gateway) ou initiées par la France (Kiwa Initiative) ; les idées de « puissance d'équilibre », de « troisième voie » ou encore d'« autonomie stratégique », qui devraient toutes faire sens dans l'imaginaire diplomatique kiribatien (cf. *supra*), à condition de les traduire au mieux et de les décrypter via le campus de l'USP à Tarawa, par exemple, ou via un séminaire au Parlement, au collège Saint-Louis, etc.

Il faudrait ensuite multiplier les relais durables, aux Kiribati (et ailleurs) : outre les membres de France-volontaires (que l'on retrouve par exemple aux Fidji, Tonga et Vanuatu), il s'agirait de créer un réseau autonome pour ne pas dépendre des mêmes et parfois erronées sources d'informations. Aussi est-il nécessaire de s'appuyer sur des contacts au plus près du terrain, loin « de ceux qui font leurs livres au coin du feu », comme l'écrivait Lapérouse²⁰. Sinon, tous seront happés par les programmes Young Leaders des pays périphériques. Par exemple, l'idée d'une Emerging Leaders Roundtable incluant des Kiribatiens devrait se concrétiser au plus vite, à Nouméa, Papeete ou en Australie, où beaucoup étudient.

Enfin, il serait profitable d'offrir des services directement utiles non seulement dans le traitement des eaux et de l'énergie renouvelable (solaire, voire marémotrice), mais aussi dans la connectivité, notamment satellitaire. Face à la part croissante de Starlinks, Eutelsat pourrait sans doute offrir aux îliens une option ni américaine, ni chinoise²¹.

Dans cette lignée et ce souci de souveraineté, reste le stratégique domaine de la MDA, comme évoqué plus haut, étant donné l'immensité de la ZEE démultipliée par la petitesse des

19. *Ibid.*, p. 159.

20. Dominique Barbe, *Histoire du Pacifique, des origines à nos jours*, op. cit., p. 180.

21. Joanna York, « [Space race: Is Eutelsat Europe's answer to Musk's Starlink?](#) », France 24, 26 juin 2025.

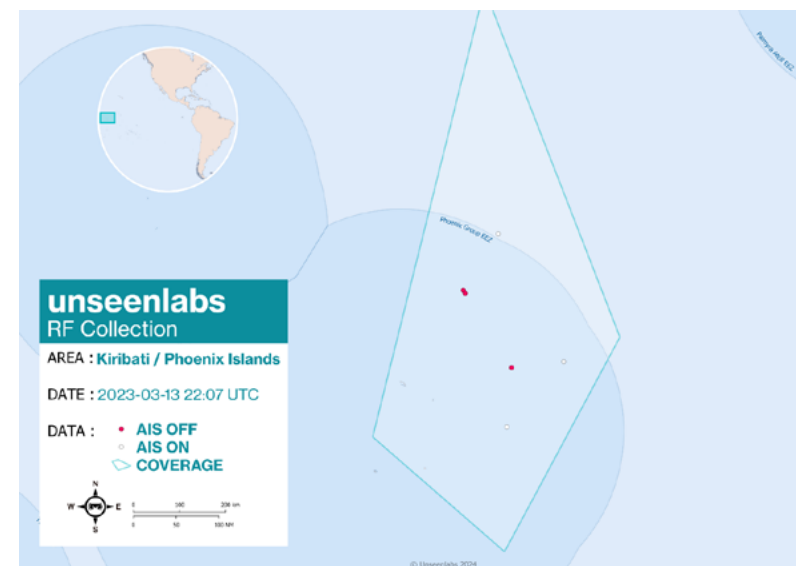
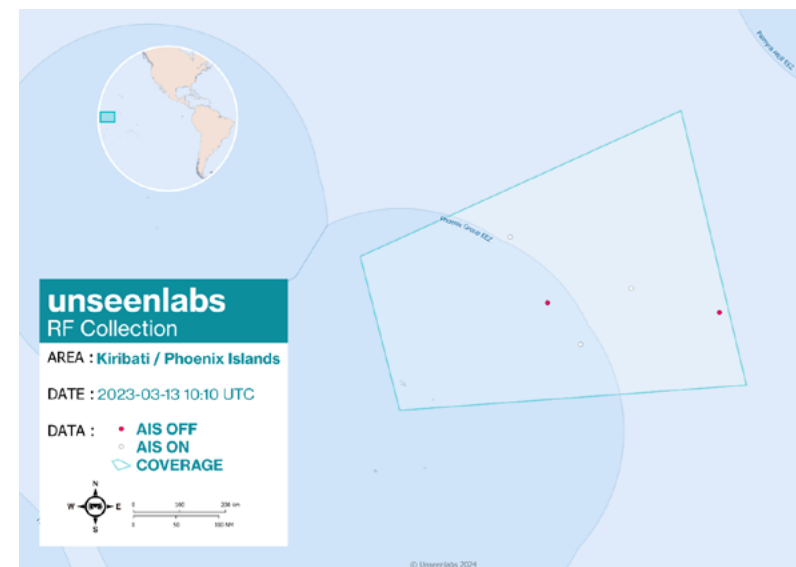
moyens. Grâce à l'imagerie satellitaire, des sociétés comme Unseenlabs, CLS ou Airbus permettraient de combler certaines lacunes dans la veille de cette zone gigantesque (voisine de six États souverains). De même, le logiciel IORIS (Indo Pacific Regional Information Sharing) de l'UE, dans le cadre du programme CRIMARIO (Critical Maritime Routes Indo-Pacific), permet de transmettre ces données de façon sécurisée, tout en préservant une totale souveraineté kiribatienne sur celles-ci.

Les images 2 et 3²² présentent un exemple de surveillance de *dark ships* par le système d'Unseenlabs. Ces flottes n'émettent pas d'AIS et sont donc forcément suspectes, car dans l'illégalité (sauf cas très précis) – tout en naviguant dans la ZEE des îles Phoenix, anciennement protégées. Dans ce secteur, déjà de nombreux *transhipments* (transbordements) illégaux ont été mentionnés. À l'avenir, il pourrait aussi arriver que des navires scientifiques décident de se faire plus discrets lors de leurs collectes d'information, en décidant soudain de couper leur AIS.

22. Fournies gracieusement par Unseenlabs. On y aperçoit des navires qui coupent leur AIS mais encore repérables à cause de leurs ondes radar. S'agit-il de *transhipments* (transbordements) illégaux ? À défaut de tels outils, le procédé américain Seavision, qui inclut notamment les données du concurrent d'Unseenlabs, Hawkeye 360, pour ce qui est des *dark vessels*, s'impose à tous, comme c'est déjà le cas lors des exercices SEACAT, par exemple. Il accentue ainsi son monopole sur les images et données maritimes, sans que la gestion souveraine des données soit parfaitement éclaircie. Sur ce thème crucial des données maritimes, voir ce numéro spécial : Julia Tasse (dir.), « L'océan transparent ? Géopolitique des données maritimes », *Revue internationale et stratégique*, 138, juin 2025.

Images 2 et 3

Au large des îles Phoenix



BIBLIOGRAPHIE

- AL WARDI Sémir, REGNAULT Jean-Marc, SABOURET Jean-François (dir.), *L'Océanie convoitée. Histoire, géopolitique et sociétés*, CNRS, 2017.
- AL WARDI Sémir, REGNAULT Jean-Marc (dir.), *L'Indo-Pacifique et les Nouvelles Routes de la soie*, Papeete, Api Tahiti, 2022.
- « A Study of Palau, Kiribati, and the Solomon Islands », *Japan Forum on International Relations*, 1^{er} avril 2024, https://www.jfir.or.jp/en/studygroup_article/4324/
- BADIE Bertrand, VIDAL Dominique (dir.), *L'heure du Sud ou l'invention d'un nouvel ordre mondial*, Paris, Les liens qui libèrent, 2024.
- BADIE Bertrand, *Le temps des humiliés – Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2019.
- BADIE Bertrand, *Quand le Sud réinvente le monde – Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris, La Découverte, 2018.
- BOURGEOIS Marek, « Le développement de la présence chinoise dans le Pacifique océanien : le cas des Kiribati », Mémoire de Master 2, sous la direction d'Isabelle Saint-Mézard, IFG-Paris 8, 2021.
- BURTON Graeme, « US and Taiwan warn over 'low' Huawei Marine bid for Pacific islands' submarine Internet cable », *DCD*, 18 décembre 2020, <https://www.datacenterdynamics.com/en/news/us-and-taiwan-warn-over-low-huawei-marine-bid-for-pacific-islands-submarine-internet-cable/>
- CARRIER Anastasiia, « Kiribati May Be Surrounded by Water, but There's Not Enough to Drink », *PassBlue*, 23 avril 2024, <https://www.pass-blue.com/2024/04/23/kiribati-may-be-surrounded-by-water-but-theres-not-enough-to-drink/>
- CHARILLON Frédéric, « Guerres d'influence et Sharp Power en Indo-Pacifique », *Revue Défense nationale*, 852, été 2022, p. 38-42.
- CONNOLLY Peter, « China's Police Security in the Pacific Islands », *NBR* (PLA Conference), 30 mai 2024, <https://www.nbr.org/publication/chinas-police-security-in-the-pacific-islands/>
- FIELD Michael J., « Tonga forced to paying unforgiving China », *South Pacific Tides*, 14 juin 2024, https://michaelfield.substack.com/p/tonga-forced-to-paying-unforgiving?r=2rgq5&utm_campaign=post&utm_medium=web&triedRedirect=true
- HALE Erin, POWER John, « 'We need you': Solomon Islands' support for US agency's return revealed », *Al Jazeera*, 24 avril 2024, <https://www.aljazeera.com/economy/2024/4/24/we-need-you-solomon-islands-support-for-us-agencys-return-revealed>

- HOLBROOK Matt, « The Time is Now for Oceania », *Journal of International Affairs* (Columbia University, New York), 29 novembre 2023, <https://jia.sipa.columbia.edu/news/time-now-oceania>
- IUCN, « Kiribati launch Marine Spatial Planning with Pacific BioScapes », UNESCO – official advisory body on nature to UNESCO's World Heritage Committee, 22 février 2024, <https://www.iucn.org/news/202402/kiribati-launch-marine-spatial-planning-pacific-bioscapes>
- KWAN Martin, « Was China Behind Kiribati's Withdrawal From the Pacific Islands Forum? », *The Diplomat*, 19 juillet 2022, <https://thediplomat.com/2022/07/was-china-behind-kiribatis-withdrawal-from-the-pacific-islands-forum/>
- MIFUNE Emi, « Implications for the Pacific Islands and China Risks in the Sphere of Influence Competition: A Study of Palau, Kiribati, and the Solomon Islands », *The Japan Forum on International Relations*, 1^{er} avril 2024, https://www.jfir.or.jp/en/studygroup_article/4324/
- MILHIET Paco, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique : enjeux internationaux, perspectives françaises*, Paris, Le Cavalier bleu, 2022.
- MOHAMED-GAILLARD Sarah, TRÉGLODÉ Benoît de (dir.), « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », *Revue Défense nationale*, 872, été 2024, p. 15-235.
- NEDOPIL Christoph, ZHANG Jing et Mi Lili, *China's Investment in the Asia Pacific – 2023 Report*, Brisbane, Griffith Asia Institute, Griffith University, 2024.
- PASKAL Cleo, « Island-Hopping with Chinese Characteristics – What the PRC is Doing in the Pacific Islands, Why it Matters, and Why the Time has Come to “Block and Build” », *Naval War College Review*, 76 (4), automne 2023.
- PÉRON-DOISE Marianne, SAINT-MÉZARD Isabelle, TRÉGLODÉ Benoît de (dir.), « Regards géopolitiques sur l'Indo-Pacifique », *Hérodote*, 189, 2^e trimestre 2023.
- PIERRE Hervé, « Paix-guerre : le monde selon André Beaufre », *Inflexions*, 36 (3), 2017, p. 99-115.
- PIF, *The Pacific Security Outlook Report – 2022-2023*, Suva PIF Secretariat, 2022.
- PIF, *2050 Strategy for the Blue Pacific Continent*, Suva, PIF Secretariat, 2022.
- PIF, *2050 Strategy – Implementation Plan 2023-2030 – Phase I – 2050 Strategy for the Blue Pacific Continent – Setting the Foundations Towards Transformational Change*, Suva, PIF Secretariat.
- POHLE Camilla, « China's Edge in the Pacific Islands: Xi Jinping Makes Time for Leaders », US Institute of Peace, 15 mai 2024, <https://www.usip.org/publications/2024/05/chinas-edge-pacific-islands-xi-jinping-makes-time-leaders>

- POWLES Anna, CAIN Tess Newton, « Why the Pacific Islands Is Seeing a Rise in 'Defense Diplomacy' », US Institute for Peace, 14 mai 2024, <https://www.usip.org/publications/2024/05/why-pacific-islands-seeing-rise-defense-diplomacy> (et le site officiel du projet de recherche Explore defence diplomacy and engagement in the Pacific : <https://www.griffith.edu.au/asia-institute/pacific-hub/defence-diplomacy-in-the-pacific>)
- RAY Caleb, « Rejecting Reality: Kiribati's Shifting Climate Change », University of Texas, 31 décembre 2019, <https://sites.utexas.edu/climatesecurity/2019/12/31/kiribati-policy-shift/>
- ROUNDTABLE, « One Region, Multiple Strategies – How Countries Are Approaching the Indo-Pacific », *Asia Policy*, 18 (3), juillet 2023.
- SGDSN, *Revue nationale stratégique* 2022, Paris, Premier ministre, 2022.
- SGDSN, *Revue nationale stratégique* 2025, Paris, Premier ministre, 2025.
- TASSE Julia (dir.), « L'océan transparent ? Géopolitique des données maritimes », *Revue internationale et stratégique*, 138, juin 2025.
- TEKITEKI Sione, « Reflections on Pacific regionalism », *Matangi*, 17 octobre 2024, <https://matangitonga.to/2024/10/17/reflections-pacific-regionalism>
- TENZER Nicolas, *Fin de la politique des grandes puissances – Petits et moyens États à la conquête du monde*, Paris, Éd. de l'Observatoire, 2025.
- TEVAHITUA Raihaamana, « Where east and west meet », *Australian Journal of International Affairs*, 79 (3), 2025, p. 531-539.
- TIDWELL Alan, « Now is no time for the US to lose its focus on Pacific islands », *The Strategist*, 17 mai 2024, <https://www.aspistrategist.org.au/now-is-no-time-for-the-us-to-lose-its-focus-on-pacific-islands/>
- WALIA Simran, « Japan's outreach to the Pacific Island Countries in the Indo-Pacific », *Centre for Air Power Studies*, 1^{er} mai 2024, <https://capsindia.org/japans-outreach-to-the-pacific-island-countries-in-the-indo-pacific/>
- YU Chihwei, « PRC Pursuit of Geopolitical and Military Objectives in the South Pacific », *China Brief – Jamestown*, 24 (12), 7 juin 2024, <https://jamestown.org/program/prc-pursuit-of-geopolitical-and-military-objectives-in-the-south-pacific/>

NB : tous les sites Internet indiqués ici et en notes de bas de page ont été consultés entre mars et décembre 2024.

L'INFLUENCE CHINOISE DANS LES KIRIBATI

À L'ÉPREUVE DE LA LONGUE DURÉE

Dr Éric Frécon

Dans le Grand Jeu du Pacifique, les méconnues îles Kiribati méritent l'attention : 3,5 millions de km² de zone économique exclusive, des voisinages français et américains, ainsi qu'une bascule diplomatique vers la Chine depuis le 27 septembre 2019 (après un premier épisode pro-Pékin de 1980 à 2003). Comment le changement de portage, de Taïwan vers la Chine, huit jours après les îles Salomon et comme à Nauru cinq ans plus tard, se matérialise-t-il sur place ? Dans quels domaines ? Et doit-il inquiéter ? Pour y répondre, ce focus tente de poser les tout premiers jalons de recherches à approfondir sur un pays qui s'étend sur trois fuseaux horaires, à cheval à la fois sur l'équateur et sur la ligne de changement de date. Plus précisément, afin de décrypter le comportement des Chinois, seront successivement analysés leurs motivations (crédibles), leurs moyens (à nuancer) et les opportunités qui s'offrent à eux (à discuter, en particulier à long terme).